

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de soutien ou de solidarité.

Antisionisme, une histoire juive

Textes choisis par Béatrice Orès, Michèle Sibony, Sonia Fayman

(UJFP)

Syllepse 2023

Avant-propos De la négation de l'antisionisme juif	page 2	documentation
Introduction	3	
Brève histoire de l'antisionisme juif	5	
1 Sionisme et judaïsme	10	19 à 22
2 Sionisme et question nationale	11	23 à 29
3 Sionisme et antisémitisme	13	29 à 30
4 Sionisme, impérialisme et colonialisme	14	31 à 36
5 Le sionisme... et après ?	16	36 à 41

Avant-propos

De la négation de l'antisionisme juif

En juillet 2017, lors de la cérémonie officielle commémorant le 75^e anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv, le président français Emmanuel Macron déclarait devant son invité d'honneur, le chef du gouvernement israélien, Benyamin Netanyahou : « Nous ne céderons rien aux messages de haine, nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. »

En s'inscrivant dans le cadre de « la guerre contre le terrorisme » initiée le 11-Septembre et son corollaire l'idéologie du « choc des civilisations », l'Etat hébreu parvient à se présenter comme le dernier rempart contre l'islamisme radical. Ce faisant, les mouvements de soutien à la cause palestinienne deviennent suspects d'« islamo-gauchisme ».

En France où vivent près de 6 millions d'Arabo-Musulmans et où est établie la plus grande communauté juive organisée d'Europe, un phénomène social nouveau émerge : dans les cortèges des manifestations de solidarité avec la Palestine, lors de la deuxième intifada dans les territoires occupés palestiniens, on note la présence significative de jeunes issus de l'immigration nord-africaine, parfois accompagnés de leurs familles, venus des quartiers populaires. (...) Allant jusqu'à faire le lien entre la jeunesse palestinienne sous occupation et la condition post-coloniale des quartiers, toute une jeune génération française nouvellement politisée à travers le militantisme pro-palestinien est alors accusée d'importer le conflit israélo-palestinien en France.

C'est ainsi que lorsque Jean-Marie Le Pen arrive au second tour de l'élection présidentielle de 2002, marquant le retour en force de l'extrême droite, Roger Cukierman, alors président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), se félicite : « Maintenant les Arabes vont se tenir tranquilles. »

Cette idée d'alliance entre extrême gauche, nationalisme arabe et islamisme a été élaborée par le *think tank* israélien de droite REUT, qui l'a exposée à la conférence des décideurs israéliens en décembre 2004 à Herzliya (en présence de Nicolas Sarkozy). Elle sera adoptée par la *Hasbara* (explication, en hébreu ; propagande israélienne) et deviendra un mantra diffusé internationalement et un outil efficace d'intimidation.

« Pour l'Europe, nous formerions là-bas un élément du mur contre l'Asie ainsi que l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie. Comme Etat neutre, nous aurions des relations avec toute l'Europe, qui garantirait notre existence »,
Theodor Herzl, fondateur du sionisme politique.

De nos jours, la majorité des militants sionistes dans le monde sont des chrétiens évangélistes – au pouvoir dans plusieurs pays d'Amérique latine. Ils constituent aussi une force politique et idéologique redoutable aux Etats-Unis et sur les continents africain et asiatique.

Certes, il existe une tradition antisémite qui utilise l'antisionisme pour alimenter sa haine des Juifs et amalgame Juif et sioniste. Ce faisant, elle joue d'ailleurs la même partition qu'Israël et devient ainsi un allié objectif de la position sioniste. Il existe aussi parmi les amis d'Israël et partisans du sionisme une vieille tradition d'antijudaïsme chrétien. Enfin, on peut constater aujourd'hui le développement d'un antisémitisme sioniste au sein de l'extrême droite française et européenne, et comme une fascination à l'égard du sionisme dans des familles politiques aussi diverses qu'opposées.

Pourtant, refuser le nationalisme juif et le régime politique colonial qui s'établit en Palestine, défendre le droit au retour des réfugiés palestiniens, appeler à l'égalité entre Juifs israéliens et Arabes palestiniens et à la fin du suprémacisme juif en Israël-Palestine, n'a absolument rien à voir avec l'antisémitisme et ne saurait justifier l'opprobre du racisme antijuif.

Quant à nous, Juives antisionistes, membres de l'Union juive française pour la paix (UJFP), cet amalgame infamant nous interpelle directement comme une insulte.

Le signe d'égalité placé entre les termes « antisionisme » et « antisémitisme » constitue un véritable déni d'histoire, une forme de révisionnisme qui veut effacer – comme a tenté de le faire le sionisme lui-même depuis son avènement – toute trace de la longue tradition juive, religieuse ou séculière, d'opposition à l'idée d'Etat-nation juif.

Par cet ouvrage, nous souhaitons rappeler, documents historiques à l'appui, que l'antisionisme a d'abord été une histoire juive ; il traverse le judaïsme et la judéité depuis l'émergence du sionisme jusqu'à nos jours.

Introduction

Au moins jusqu'à l'établissement de l'Etat d'Israël en 1948, la plupart des antisionistes étaient juifs, et jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale les juifs, religieux, révolutionnaires, bourgeois ou libéraux, étaient majoritairement antisionistes. Il faut ajouter à cela les nombreux juifs qui, aujourd'hui, sont antisionistes et sont dans une très grande majorité des militants antiracistes inscrits dans la solidarité internationale.

L'antisionisme juif est traversé par quatre courants principaux regroupant eux-mêmes de multiples courants critiques, religieux, patriotique assimilationniste, marxiste internationaliste/révolutionnaire et libéral/démocrate humaniste. Ces courants ont traversé un siècle de sionisme et n'ont jamais été exclusifs les uns des autres.

Selon les principes fondamentaux du judaïsme rabbinique, les juifs constituent une communauté religieuse, voire un peuple (*Am Israel*), mais non une nation. C'est la raison pour laquelle les courants orthodoxes se sont massivement opposés au sionisme, qu'ils considéraient comme une tentative de sécularisation destinée à faire disparaître le judaïsme. (...) Considérant que l'octroi d'*Eretz Israel* (la terre d'Israël, en hébreu) comme la *Galout* (exil, en hébreu) sont les prérogatives de Dieu seul, les religieux sont particulièrement sensibles au fait que le sionisme veuille mettre fin au caractère exilique du peuple juif.

Avec la déclaration Balfour, en 1917, les voix assimilationnistes s'inquiétèrent de l'accusation possible de « double allégeance » à l'encontre des Juifs, si un Etat juif venait à exister. Ainsi en 1917 est formée en Grande-Bretagne la Ligue des Juifs britanniques, composée de plusieurs grands bourgeois, dont les Rothschild, dans l'objectif de « résister à l'allégation que les Juifs constituent une nationalité politique séparée ».

Les marxistes internationalistes et révolutionnaires sont issus le plus souvent de familles religieuses orthodoxes d'Europe de l'Est. Ils sont présents dans tous les groupes politiques communistes et socialistes d'Europe. (...) Deux tendances majeures se dégagent parmi eux : celle des assimilationnistes autrichiens et allemands, et celle des Juifs de l'empire russe, qui inscrivent la question juive dans le cadre de la question des minorités nationales.

Le Bund (Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, Pologne et Russie), fondé en 1897 – année du premier congrès sioniste mondiale –, s'oppose catégoriquement au sionisme, considérant que la nation juive doit se voir garantir une autonomie nationale et culturelle exprimée dans un cadre non étatique et déterritorialisé au sein d'une fédération des peuples de Russie.

Quant à Trotsky, qui avait espéré une solution internationaliste de la question juive, confronté à la montée de l'antisémitisme en Allemagne et en Europe, il déclare en 1937 :

Lorsque j'étais jeune, j'avais plutôt tendance à pronostiquer que les Juifs des différents pays seraient assimilés et que la question juive disparaîtrait ainsi, presque automatiquement. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a malheureusement pas confirmé cette perspective. Le capitalisme en déclin a déclenché partout un nationalisme exacerbé dont l'antisémitisme est un aspect. La question juive est devenue particulièrement grave dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, l'Allemagne. D'un autre côté, les Juifs de différents pays ont créé leur propre presse et développé la langue yiddish comme un instrument adapté à la culture moderne. Il faut donc tenir compte du fait que la nation juive va se maintenir, pour toute une époque à venir. Aujourd'hui les nations ne peuvent exister normalement sans territoire commun. Le sionisme est précisément né de cette idée. Mais les faits quotidiens démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre Juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et toujours plus menaçant. Je ne crois absolument pas que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant, et sous le contrôle de l'impérialisme britannique.

Cet antisionisme marxiste n'est pas l'apanage de l'Europe ; au début des années 1940, on assiste à l'éveil d'un antisionisme judéo-arabe, particulièrement en Irak et en Egypte. Les Juifs des pays musulmans, qui n'étaient ni concernés ni pris en compte dans les débats sionistes, voient se préciser la menace contre leur existence dans leurs pays. Pour ceux d'entre eux, souvent communistes, qui ont pris part aux mouvements nationalistes indépendantistes arabes, le sionisme est perçu comme l'une des armes de l'impérialisme occidental.

Les antisionistes marxistes israéliens ont rompu avec le Parti communiste d'Israël en raison de son soutien à la partition, puis à la création de l'Etat en accord avec l'Union

soviétique. Dès les années 1960, en relation avec les mouvements internationalistes, l'organisation socialiste en Israël Matzpen (Boussole) fruit de cette scission d'avec le parti communiste en 1962, développe contre le sionisme un argumentaire anticolonial, et affirme son soutien au mouvement de libération nationale palestinien. Mais la légitimité de l'état de guerre fait consensus en Israël, et sa voix y est peu audible.

Dans les années 1920, à partir de leurs constats sur le terrain, et confrontés à l'opposition arabe, des sionistes juifs - majoritairement d'origine allemande – récemment immigrés en Palestine développent une réflexion critique qui se fonde sur des arguments humanistes, libéraux et/ou démocratiques. Ils voient se produire ce qu'avaient craint certains antisionistes de la diaspora. C'est à présent la *question arabe* qui s'impose aux Juifs de Palestine avec une acuité que les grandes révoltes arabes de 1929 et 1936 viennent aiguïser.

Le groupe Brit Shalom (Alliance de la paix), (...) s'est constitué en 1925 ; il exprime ses réserves contre un sionisme qui nie la question arabe et coloniale. Les membres de Brit Shalom – parmi lesquels les philosophes Martin Ruber et Ernst Simon, l'agronome Haïm Kalvarisky, l'historien Hans Kohn -, s'ils ne se considèrent pas comme antisionistes et soutiennent l'existence d'un foyer juif en Palestine, explorent une option binationale qui permettrait la coexistence de deux peuples dans l'égalité.

Albert Einstein déclare en 1938 :

J'aimerais infiniment mieux un accord raisonnable avec les Arabes sur la base de vivre ensemble en paix que la création d'un Etat juif. A part les considérations pratiques, la manière dont je conçois la nature essentielle du judaïsme résiste à l'idée d'un Etat juif, avec des frontières, une armée et une certaine mesure du pouvoir temporel, quelque modeste qu'il soit. J'ai peur des dégâts internes que cela entraînera pour le judaïsme – et surtout du développement d'un nationalisme étroit dans nos propres rangs, contre lequel nous avons déjà eu à lutter fortement, avant même l'existence d'un Etat juif. Nous ne sommes plus les Juifs de l'époque de Macchabée.

Cela n'empêchera pas David Ben Gourion de lui proposer le rôle de premier président du nouvel Etat d'Israël. Einstein déclinera l'invitation. Après la création d'Israël et surtout après la guerre de 1967, c'est une nouvelle forme de réalisme politique qui émerge dans les groupes. Antisionistes et chez les intellectuels contemporains. Ils prennent acte de l'établissement d'un colonialisme de peuplement par le sionisme et d'une seule souveraineté existante de la mer au Jourdain.

Brève histoire de l'antisionisme juif

Dès avant le premier congrès sioniste réuni à Bâle par Theodor Herzl en août 1897, des voix juives, essentiellement religieuses orthodoxes ou libérales, s'élèvent contre l'émigration des Juifs et l'idée de la création d'un Etat juif. (...) Aux Etats-Unis, le rabbin Isaac Mayer Wise déclarait déjà que l'idée d'un Etat juif était étrangère « à l'esprit du juif moderne de ce pays, qui considère l'Amérique comme sa Palestine, et dont les intérêts sont situés ici. A son appel, la Conférence centrale des rabbins américains vote une résolution désapprouvant toute tentative d'établissement d'un Etat juif.

En Europe, le rejet du sionisme est quasi unanime chez les rabbins de France, d'Autriche et de Grande-Bretagne, pays où les Juifs jouissent, comme en Allemagne, des pleins droits civils. Le grand rabbin de France, Zadoc Kahn, pose la question peu après le premier congrès de Bâle : « Aucune de ses lois, ni civiles, ni politiques, ni religieuses, n'étant juive, pourquoi le nouvel Etat s'appellera-t-il juif ? » En Europe orientale, les rabbins orthodoxes protestent également. Ainsi, Yissachar Rokeach (1899), troisième rabbin de la dynastie hassidique de Belz (Galicie), n'hésite pas à écrire :

Le sionisme lui-même est fondé sur le déni de la providence divine, la récompense et la punition, et l'advenue de la rédemption. Ce nationalisme s'édifie uniquement sur les ruines de la sainte Torah, la foi en Dieu, Ses prophètes, et les Sages du talmud. Par conséquent, même si le mouvement était conduit par la crainte de Dieu, et des hommes vertueux animés des meilleures intentions, il lui serait impossible de ne pas détruire la foi et la Torah.

En Allemagne l'Union pour le judaïsme libéral, opposée au sionisme, fonde en octobre 1912 l'Association du Reich pour la lutte contre le sionisme :

Dès ses débuts, le concept de peuple du mouvement sioniste était complètement et exclusivement rempli de l'idée de la race. Cette idée tout à fait superstitieuse, produit d'un dogmatisme arrogant et de l'égoïsme le plus trouble, qui considère la vie humaine comme prédéterminée par le sang, et que ni la volonté ni l'adaptation au cours des siècles ne peuvent rien contre les prétendues dispositions innées de la race, qui ne voit de salut que dans le maintien d'une race pure, cette théorie absurde contredite par l'histoire et la pratique humaine dut effectivement être conservée assez longtemps pour entraîner une pure exclusion des Juifs de tous les autres peuples. Et c'est en cela, dans ce fantasme de la force bienfaisant de la pureté absolue de la race, que repose jusqu'à aujourd'hui la très dangereuse similitude de la doctrine sioniste avec celle des antisémites.

La misère économique et les pogromes en Europe de l'Est et en Russie contre les Juifs, dont celui de Kichinev, en 1903, provoquent l'émigration de Juifs russes, pour la plupart antisionistes, vers les Etats-Unis et l'Europe occidentale, mais aussi, pour une minorité, vers la Palestine. Parmi ceux restés, l'idéologie sioniste rencontre l'opposition des marxistes comme celle des religieux, tels que le grand rabbin Ioubavitch Sholem ber (dov) Schneersohn, qui fustige la même année le mouvement sioniste pour lequel « être un nationaliste loyal suffit à faire de lui un bon juif ».

La révolution russe d'octobre 1917 avive chez les marxistes juifs l'espoir d'une émancipation et les amène à rejeter le sionisme comme un nationalisme bourgeois.

En novembre 1917, Lord Arthur James Balfour, proche du courant sioniste (et antisémite) chrétien, écrit à Lord Lionel Walter Rothschild, éminence de la communauté juive et financier du mouvement sioniste, ce qui sera connu plus tard comme la « déclaration Balfour », dans laquelle le gouvernement britannique « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif ».

Constatant la menace que représente la déclaration Balfour pour leur citoyenneté, des Juifs britanniques se rebellent. Sur Edwin Montagu, ministre juif du cabinet de Lloyd George, réagit vivement à cette déclaration dans une note au titre révélateur : « Mémoire sur l'antisémitisme du gouvernement britannique actuel ».

Dès la fin de la guerre, la Palestine passe sous mandat britannique et les sionistes, avec l'accord des Britanniques, créent en Palestine l'embryon d'un Etat.

Au début de 1918, l'écrivain autrichien Stefan Zweig fait part de sa déception dans une lettre au philosophe juif Martin Buber :

Je suis entièrement clair et résolu : plus le rêve menace de se réaliser effectivement, le rêve dangereux d'un Etat juif avec des canons, des drapeaux, des décorations, plus j'aime l'idée douloureuse de la diaspora, le destin juif davantage que le bien-être juif.

La Seconde Guerre mondiale, le nazisme et le judéocide ont détruit le judaïsme européen. La plus grande partie du monde religieux et du monde ouvrier juifs d'Europe centrale et de Russie a été annihilée, et avec elle la grande majorité de ceux qui ne voyaient pas leur avenir dans le sionisme. Nombreux sont toutefois les rescapés qui continuent, après-guerre, de considérer, que la « question juive » ne peut être résolue par le sionisme.

Le vote de la résolution 181 des Nations Unies sur la partition de la Palestine, le 29 novembre 1947, est l'expression d'un consensus parmi les grandes puissances impériales et leurs alliés. Des voix juives discordantes se font entendre, essentiellement au Proche-Orient : par exemple, dès 1946, le groupe Ihud mandate Hannah Arendt devant le Comité spécial des Nations Unies sur la Palestine (UNSCOP). (...) Hannah Arendt pose la question des Palestiniens autochtones et juge le mouvement national sioniste dangereux en soi ; d'autant plus que la « coopération arabo-juive bien qu'elle n'ait jamais été mise en pratique à aucun degré et qu'elle semble plus éloignée que jamais à l'heure actuelle (en 1948), n'est pas une rêverie idéaliste, mais la simple formulation du fait que sans elle toute entreprise juive en Palestine est condamnée. Avec lucidité, elle pressent le sort cruel qui sera réservé aux Arabes palestiniens en cas de création d'un Etat juif :

Lors de la dernière conférence nationale de l'Organisation sioniste américaine, une résolution revendiquant la Palestine tout entière « sans partage ni diminution » en vue d'un futur Commonwealth juif, et qui ne mentionne toujours pas l'existence des Arabes palestiniens a été adoptée à l'unanimité.

Après la destruction des Juifs d'Europe, la légitimité du sionisme et du nouvel Etat juif établi en 1948 semble acquise en Europe et aux Etats-Unis. Le sionisme s'affiche dorénavant comme abouti dans l'Etat dans lequel il est identifié. Être antisioniste, dès lors, signifierait – et c'est l'un des arguments de ceux qui amalgament antisionisme et antisémitisme – « vouloir jeter les Juifs à la mer, provoquer massacres et expulsions », comme le résume, par exemple, l'historien français Georges Bensoussan.

En Israël, aux côtés des religieux ultra-orthodoxes dont les Neturei Karta, seul le groupe Matzpen se déclare ouvertement antisioniste et pour l'établissement des Etats unis socialistes du Moyen-Orient :

La seule solution conforme aux intérêts des masses arabes, comme des masses israéliennes, est l'intégration d'Israël en tant qu'une unité dans une union économique et politique du Moyen-Orient sur la base du socialisme. Dans un pareil cadre, la nation hébraïque sera à même de mener sa propre vie nationale et culturelle sans mettre en péril le monde arabe et sans que sa propre existence soit menacée par les Arabes. Les forces des masses israéliennes se joindront à celles des masses arabes dans une lutte commune pour le progrès et la prospérité.

Durant cette période, la plupart des communautés juives européennes sont plutôt indifférentes, voire opposées au sionisme et à l'Etat juif, et Israël et le sionisme n'occupent encore qu'une place marginale dans l'identité juive.

Cela change avec la guerre de 1967, qui marque un véritable tournant pour toutes ces communautés. Présentée par les sionistes, et perçue par l'Occident, comme une menace existentielle et de destruction de l'Etat juif, elle ravive chez de nombreux Juifs de par le monde la terreur du judéocide. (...) Abba Eban, ministre des Affaires étrangères israélien, affirme que « la carte du pays ne ressemblera plus jamais à celle qu'elle était le 4 juin 1967 » :

Pour nous c'est une question de sécurité et de principes, cette carte est identifiée à l'insécurité et au danger. Je n'exagère pas en disant qu'elle représente pour nous quelque chose de la mémoire d'Auschwitz.

Le sionisme, assimilé à l'Etat et au destin juifs, devient alors synonyme de judéité. Ainsi, pour beaucoup de Juifs, le soutien au nationalisme juif commence à remplacer le judaïsme.

Quelques voix critiques s'interrogent sur l'expansionnisme déclaré du sionisme. C'est le cas d'Abraham Serfaty, militant marxiste juif marocain, qui ancre son analyse dans l'histoire concomitante du développement du sionisme et du déclin du judaïsme marocain, et d'Isaac Deutscher, qui réitère ses critiques formulées peu après la création de l'Etat d'Israël et juge la victoire de 1967 pire qu'une défaite pour Israël. Maxime Rodinson voit dans l'expansionnisme d'Israël une résultante naturelle du sionisme.

La guerre de 1967 a pour résultat l'occupation militaire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ce qui accentue l'émergence de mouvements contestataires d'extrême gauche en Israël. Le débat autour de la nature du sionisme, contre ses visées expansionnistes comme sur l'avenir d'une souveraineté juive, retrouve de sa vivacité. (...) Dorénavant, l'antisionisme ne pourra plus faire l'économie du partenaire arabe dans sa réflexion, qui sera forcément binationale.

L'immigration juive organisée depuis les pays arabes par l'Etat d'Israël suscite de vives critiques. D'autant qu'en Israël cette population, considérée d'emblée comme sous-

développée et non conforme à l'idéal sioniste du Juif nouveau, subit mépris et discriminations. Le mouvement des Panthères noires, créé pour défendre les droits des Juifs sépharades, établit tout naturellement un lien avec l'oppression subie par les Palestiniens. Ainsi que le rappelle alors l'un des fondateurs de ce mouvement, Kochavi Shemesh, d'origine irakienne, la libération des Juifs sépharades est liée à celle des Palestiniens : « Pas de paix, sans égalité, pas d'égalité sans paix. »

En 1982, l'invasion du Liban n'est pas perçue par le public israélien comme une guerre « inévitable » selon le mot de Menahem Begin. Les massacres de Sabra et Chatila – dans lesquels la responsabilité du ministre de la défense de l'époque, Ariel Sharon et de plusieurs dirigeants militaires est reconnue par la commission Kahane – provoquent l'indignation mondiale. Pour la première fois des Juifs français manifestent contre le gouvernement israélien, en utilisant le slogan « Pas en notre nom ».

Dans les années 1980, la publication des travaux des « nouveaux historiens », qui dévoilent la réalité de la *Nakba* (catastrophe, en arabe ; désigne le nettoyage ethnique de la Palestine par les milices sionistes, l'expulsion de 700 000 Palestiniens de leurs terres et la destruction de 500 villages, bourgades et villes entre 1947 et 1949) et des réfugiés palestiniens, jusque-là absente de l'historiographie sioniste, fissure le discours sioniste prétendant que le départ des Palestiniens était une fuite orchestrée par les dirigeants arabes.

Désormais, dans les médias ou dans les discours politiques, l'époque est au « post-sionisme » : Israël a réussi, on peut tourner la page. Au cours de cette même décennie, la voix des Juifs orientaux se fait entendre plus fortement. Des *mizrahim* (orientaux, en hébreu) de la deuxième génération se considèrent comme « les victimes juives du sionisme », un sionisme qui a coupé leurs parents du monde musulman et empêche leur intégration dans la région. Ils estiment nécessaire que l'Etat renonce au sionisme, ce qui passe d'abord par sa « dés-occidentalisation ». Ainsi ils se voient comme un éventuel pont entre la société israélienne et les sociétés du Proche-Orient, en particulier la palestinienne. Ella Habiba Shohat, née dans une famille de Juifs irakiens immigrée dans les années 1950, marque cette époque en affirmant l'identité arabe des *mizrahim* face à l'establishment ashkenaze, notamment le poète Sami Shalom Chetrit, émigré du Maroc avec ses parents dans les années 1960.

La première intifada, en 1987, avec le soulèvement des territoires occupés, renforce deux grands tendances d'opposition à la colonisation : celle du mouvement sioniste de gauche de La Paix maintenant, qui considère que le retrait des territoires occupés est une nécessité pour le maintien d'une démocratie israélienne fondée sur une démographie juive majoritaire, et celle des groupes plus radicaux et antisionistes, qui refusent la colonisation principalement à cause de ses ravages sur la population palestinienne.

Si le processus d'Oslo qui suit la première intifada représente une parenthèse, dans la mesure où il a pu laisser croire en un dénouement politique viable, le leurre qu'il a constitué pendant vingt ans s'achève avec le second soulèvement palestinien, la seconde intifada, au tournant du nouveau millénaire. La gauche sioniste réagit en revenant sur les fondamentaux du sionisme. Pour elle, cet échec est de l'entière responsabilité des Palestiniens, et elle en tire la conclusion qu'elle n'a pas de partenaire arabe. (...) Michel (Mikado) Warschawski,

militant anticolonialiste israélien et ancien membre de Matzpen, né en France, qualifie les accords d'Oslo de « victoire éclatante du sionisme ».

Avec l'agrément politique états-unien, Ariel Sharon confirme, devant le Congrès américain, que la colonisation durera encore au moins cinquante ans : c'est l'option d'un Etat juif de la mer au Jourdain qui gagne du terrain en Israël, avec le soutien du nationalisme religieux. Les antisionistes juifs persistent à faire entendre leur voix, dans un climat de plus en plus tendu où beaucoup de Juifs vivant en dehors de l'Etat d'Israël soutiennent sans réserve le régime sioniste. A l'option d'un Etat d'apartheid qui se profile, de plus en plus de Juifs antisionistes opposent celle d'un Etat démocratique, laïque, binational, en somme un Etat commun garantissant l'égalité à tous ses citoyens.

En pleine vague d'attentats-suicides et de répression forcenée, dont l'opération Rempart, un groupe d'anticolonialistes israéliens rédige et publie l'appel d'Olga, signé par des centaines de Juifs israéliens et de Palestiniens réclamant le droit au retour des réfugiés palestiniens et l'établissement d'un Etat binational.

Le tournant des années 2000 et l'accentuation de la répression, de la colonisation et des lois ségrégatives, amènent la société civile palestinienne à lancer un appel inspiré du mouvement de boycott de l'Afrique du Sud. C'est ainsi que la campagne BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël) est lancée en 2005. De nombreuses organisations juives vont s'investir dans cette campagne mondiale, dont l'IJAN (International Jewish Anti-Zionist Network), JVP (Jewish Voice for peace) et l'UJFP (Union juive française pour la paix).

Le rapport de janvier 2021 de l'ONG israélienne B'Tselem, qui qualifie d'apartheid et de suprématiste le régime israélien, dans les territoires occupés comme à l'intérieur d'Israël, marque la rupture d'une partie éminente de la gauche sioniste avec le consensus sioniste.

L'époque contemporaine suscite aussi chez les antisionistes juifs une réflexion sur les raisons et les implications internationales du statut d'exception accordé à Israël. Ce statut, construit par une alliance très particulière avec les pays occidentaux, qui lui accordent une impunité tout aussi exceptionnelle, s'est renforcé avec le tournant du millénaire.

Les documents que nous publions ici font entendre la diversité des voix les plus éminentes qui se sont élevées contre le sionisme. (...) Ces personnalités se sont opposées – et certaines s'opposent toujours – aux objectifs du sionisme politique lui-même : un Etat défini par la loi israélienne comme « l'Etat-nation du peuple juif ».

1

Sionisme et judaïsme

A l'origine, les fondateurs athées et laïques du sionisme politique n'envisageaient pas la Palestine comme nouvelle terre pour la nation juive qu'ils voulaient édifier. Ce n'est qu'à partir du cinquième congrès sioniste, en 1901 – et face au peu d'enthousiasme des masses juives, religieuses pour l'essentiel – qu'ils choisissent d'utiliser l'Ancien Testament pour

fonder le sionisme politique et affirmer la centralité d'*Eretz Israel*. (...) Les dirigeants sionistes se sont donc attelés à diffuser un récit du judaïsme faisant de la construction de l'Etat d'Israël l'aboutissement naturel de l'histoire juive.

Prétendant s'exprimer au nom du peuple juif, le sionisme politique a, dès l'origine, rejeté ses opposants juifs, les qualifiant de traîtres. C'est dans ce cadre qu'il dénie aux antisionistes à la fois leur qualité de Juif et leur judaïsme et les accuse même d'être dans la haine de soi ; si par le passé le sionisme a amalgamé les termes juif et sioniste, il assimile aujourd'hui les termes juif, sioniste et israélien et considère que dans la mesure où il est l'avènement contemporain du judaïsme, les antisionistes sont intrinsèquement antijudaïques et donc antijuifs.

Après la Seconde Guerre mondiale, la destruction des Juifs d'Europe et la création de l'Etat d'Israël, les sionistes estiment que l'Etat juif incarne la rédemption. Ils méprisent le judaïsme exilique, pour lequel c'est l'espoir de rédemption messianique qui est le cœur du judaïsme. Le sionisme fait donc de tout le judaïsme de l'exil une parenthèse de l'histoire. Georges Steiner, philosophe et antisioniste, revendique l'histoire diasporique comme l'histoire du judaïsme :

Peut-être est-il dangereux (et je suis sérieux) de diffuser ce propos, mais oui, je réitère : le judaïsme dépasse immensément Israël. Les cinq cents années en Espagne ont été une des plus grandes périodes de la culture juive. Les cinq cents années à Salonique ont été d'une gloire spirituelle et intellectuelle immense. (...) Supposons qu'Israël périclité – c'est cela qu'il est peut-être dangereux de dire (...). Je n'ai pas le moindre doute sur le fait que le judaïsme survivrait. Pas le moindre doute.

Marcel Liebman, historien du socialisme et du communisme, résume ainsi la position des religieux orthodoxes :

« L'an prochain à Jérusalem », que d'innombrables générations de Juifs ont répété dans leurs prières, n'avait pas le sens que le sionisme entend aujourd'hui lui prêter ; c'était une formule liturgique traduisant un rêve d'émancipation humaine et morale et non une volonté de s'établir en Palestine. Pendant les premières phases de développement du sionisme, la plupart des rabbins et des Juifs religieux ont continué à proclamer « l'an prochain à Jérusalem » tout en s'opposant au sionisme et en refusant d'émigrer vers la Palestine.

- Voir les documents liés à ce chapitre 1 en pages 20 à 22

2

Sionisme et question nationale

Pour le sionisme, la situation des Juifs en exil est une anomalie qui les a maintenus en retrait de l'histoire et a provoqué la haine à leur rencontre. Il s'agit de corriger cette anomalie, en restituant au peuple juif un Etat comme à tous les autres peuples. C'est en (re)devenant une nation dotée, comme les autres, d'un Etat que le peuple juif reprendra sa place dans l'histoire. (...) Ainsi le sionisme promeut une dimension nationale de l'identité juive datée du

19^e siècle. A cette fin, la notion religieuse de « peuple d'Israël » (*Am Israel*) prend le sens nouveau de « nation juive ». Et la terre choisie pour sa « réinstallation » sera celle de l'antiquité biblique. Les sionistes reprennent à leur compte la notion de « droit historique », qui était évoquée par les minorités nationales des empires austro-hongrois et russe, toujours au 19^e siècle.

Les antisionistes religieux orthodoxes considèrent que créer un Etat juif vise à remplacer le judaïsme par un nationalisme contraire aux commandements de la Torah, alors que pour les antisionistes religieux libéraux un Etat exclusivement juif est contraire aux principes démocratiques de liberté, de justice et d'humanité. Les Juifs libéraux se sentent menacés d'exclusion. Ils considèrent que la nation à laquelle ils appartiennent est celle de leur citoyenneté. La création d'une nation juive ferait d'eux des étrangers dans leur propre pays, ou bien les ferait accuser de double allégeance.

Au Royaume-Uni, une opposition juive s'est formée en réponse aux termes de la déclaration Balfour. (...) Ils s'opposent à la création d' « une nationalité séculière juive qui se fonderait sur un vague et obscur principe de race et de particularité ethnologique ». En 1919, autour de la conférence pour la paix de Paris, où le sort de la Palestine est discuté, des Juifs américains, aussi bien que l'Alliance israélite universelle s'opposent à la ségrégation politique des Juifs en Palestine ; Sylvain Lévi, le président de l'Alliance israélite universelle, souligne que « l'existence d'une telle entité introduirait partout dans le monde juif le principe dangereux de la double allégeance ». Isaac Alfred Isaacs, homme politique juif australien, juge en 1946 que le sionisme politique est non démocratique, injuste et dangereux :

Cela impliquerait que tout habitant désireux d'être citoyen à part entière, doté d'un pouvoir politique, soit juif ou d'origine ou, s'il est d'origine musulmane ou chrétienne, qu'il se fasse juif. Et l'acceptation de leur volonté de se faire juif, pour accéder à une pleine citoyenneté quel que soit le sens du terme dépend, ce qui n'est guère démocratique, d'autorités juives alors que les Juifs sont une minorité.

En s'ouvrant à la création d'un Etat exclusivement réservé aux Juifs, le sionisme pose évidemment la question de la coexistence avec les Arabes autochtones et de leurs droits. En Palestine, le rabbin Yosef Chaim Sonnenfeld, l'un des piliers de la résistance antisioniste orthodoxe, et le Dr Yackov Yisroel de Haan, comme lui membre de l'Agoudas Yisroel, soumettent en 1924 au roi Hussein un mémorandum dans lequel ils promeuvent une coexistence pacifique :

Nous assurons Sa Majesté que la population juive se rapporte à ses voisins avec une harmonie fraternelle partout où elle existe, et en terre sainte également nous allons nous conformer à cette tradition et collaborer dans le futur avec tous les habitants dans la construction et la prospérité de la terre pour une bénédiction et une paix pour tous les peuples ethniques.

Yackov Yisroel sera assassiné un an plus tard par la Haganah.

Au sein du courant internationaliste et marxiste, la question palestinienne est également considérée comme liée à la question nationale juive. Ainsi Emanuel Szerer,

membre du comité central du Bund, analyse, dans « Socialisme et sionisme », la position des socialistes sur la question arabe :

Cette question-là n'empêche pas trop le nationaliste de dormir. Je ne veux pas, soutient-il s'il est un nationaliste de conviction, causer du tort aux Arabes. Mais dans la mesure où ce choix nous est imposé objectivement, puisque l'histoire nous pose comme alternative : « Soit nous, soit les Arabes, je n'ai pas à être altruiste au point de me sacrifier pour les Arabes, j'ai le droit de faire (ou plutôt, disons, dans l'esprit de ce qui a été dit : je veux faire) le choix inverse. » Un socialiste ne peut pas tenir ce type d'arguments. A supposer qu'il veuille défendre le sionisme, il a une tâche plus complexe, insoluble même dans les conditions présentes : ménager à la fois la chèvre et le chou.

Pierre Vidal-Naquet, affirme quant à lui en 1981 :

Le choix sioniste a sa logique qui est précisément l'inverse de ce qu'avait été l'attitude la plus courante du judaïsme diasporique du 19^e siècle et du début du 20^e siècle, en Europe et plus ou moins aussi en Amérique. Ceux qui étaient par excellence les exclus sont devenus ceux qui excluent. A l' « interdit aux Juifs » des antisémites correspond l' « interdit aux non-juifs » qui est la règle d'Israël.

- Voir les documents liés à ce chapitre 2 en pages 23 à 29

3

Sionisme et antisémitisme

« Être antisioniste, c'est ne pas vouloir que Sion existe, c'est ne pas vouloir que les Juifs qui vivent là-bas existent, c'est souhaiter leur mort », Claude Lanzmann.

Le sionisme se présente comme la solution à un antisémitisme qu'il perçoit comme ontologique. L'Etat d'Israël, dans lequel le sionisme s'incarne, se considère comme le refuge de tous les juifs du monde contre les persécutions antisémites. Par conséquent, toute critique de cet Etat ou toute remise en question de la solution sioniste est perçue comme une attaque directe contre tous les juifs. Juifs et Israéliens sont ainsi confondus. C'est ce qui permet au sionisme de qualifier ces critiques d'antisémites. Pour le sionisme, il s'agit de créer un Juif nouveau » qui s'oppose au juif de la diaspora, considéré comme « un Juif passif, misérable, lâche, improductif qui a vécu 2000 ans d'oppression dans diverses nations, une diaspora considérée comme une longue parenthèse honteuse, entre la souveraineté juive de l'époque biblique et la renaissance de la souveraineté juive en *Eretz Israel* » (Warschawski).

Max Nordau (1849-1923), cofondateur de l'Organisation sioniste mondiale avec Theodor Herzl, dans son livre *Der Zionismus und seine Gegner* (le sionisme et ses adversaires), désigne ces Juifs diasporiques par des expressions méprisantes : « assimilateurs », « apostats », « renégats » ou « traîtres ». Herzl va jusqu'à utiliser les termes antisémites les plus odieux pour les caractériser :

Or voici qu'apparut le sionisme – Juif et Youpin furent obligés de prendre position. Et maintenant, pour la première fois, le Youpin a rendu au Juif un service d'une grandeur inespérée. Le Youpin se détache de la communauté, le Youpin est – antisioniste !

Si le sionisme se propose comme solution à l'antisémitisme, il ne fait pas de la lutte contre lui son objectif.

Wladimir Rabi, magistrat, écrivain et historien du sionisme, pointait en 1972 la trahison des intellectuels juifs et précisait à leur propos :

Un autre degré du ravage causé par l'ethnocentrisme juif figure dans l'amalgame, devenu mythe intangible, entre antisionisme et antisémitisme. Même un Lévinas y cède quand il écrit : « L'antisémitisme immortel qui se prolonge sous forme d'antisionisme ». Même un Jankélévitch s'exprime ainsi : « L'antisionisme offre enfin à l'ensemble de nos concitoyens la possibilité d'être antisémite tout en étant démocrate ».

Arie Bober, membre de Matzpen, souligne qu'« en prescrivant l'immigration en Palestine comme la seule solution possible au problème de l'antisémitisme, le sionisme s'est ironiquement retrouvé dans le même camp que ces antisémites qui répondaient aux luttes de la communauté juive pour les droits civiques et l'intégration sociale par le slogan "Allez en Palestine". En règle générale, l'initiative de la lutte contre le nazisme dans les années 1930 est venue des Juifs non sionistes et de leurs organisations. Plus la lutte devenait féroce, plus les organisations sionistes s'éloignaient du reste de la communauté juive européenne ».

Après la guerre de 1967, les antisionistes s'opposent farouchement à la critique que leur adresse le sionisme. Ce dernier en assimilant les termes antisionisme et antisémitisme veut obliger tout Juif à rallier sa cause et la défense d'Israël.

- Voir les documents liés à ce chapitre 3 en pages 29 à 30

4

Sionisme, impérialisme et colonialisme

A la fin du 19^e siècle, le sionisme s'est développé dans le contexte politique et idéologique de la constitution des empires coloniaux européens. En cherchant soutien et alliance avec les empires, et en faisant le choix de la conquête coloniale de la Palestine, le mouvement sioniste s'est inscrit dans les mouvements dominants de son époque. Le sionisme a d'abord cherché sa légitimation auprès des empires ottoman et germanique qui étaient les puissances dominantes. (...) Nathan Weinstock confirmait :

Dans les années qui suivent la création de l'Etat d'Israël, le mouvement sioniste est un partenaire reconnu des puissances impérialistes qui le soutiennent financièrement dans l'organisation et le contrôle des flux migratoires de Juifs afin de les canaliser vers Israël.

De grands penseurs du sionisme – comme Borochoy et Ahad Ha'am – et ses principaux acteurs assumaient le caractère colonial de leur entreprise, à l'image de David Ben Gourion qui déclara dans un discours de 1936 :

Ne nous racontons pas d'histoire. (...) Politiquement, nous sommes les agresseurs et ils se défendent (...). C'est leur pays, parce qu'ils y habitent, alors que nous voulons venir ici et coloniser, et de leur point de vue, nous voulons nous emparer de leur pays.

Pourtant, à partir des années 1930, le sionisme se présente comme le mouvement de libération et d'émancipation nationale du peuple juif et fait pudiquement abstraction de ces éléments constitutifs. Il se défend dès lors des critiques antisionistes sur son colonialisme et ses alliances impérialistes, en considérant qu'il s'agit d'autant de tentatives de délégitimation de son projet national.

C'est la critique de l'impérialisme plus que le sort du peuple palestinien qui a animé les antisionistes des débuts. En effet, la déclaration Balfour de 1917 a marqué un tournant dans le sionisme qui concrétise son alliance avec la puissance impérialiste britannique et impulse le développement de la colonisation, qui passe de 50 000 à 650 000 immigrants sous le mandat britannique ; les antisionistes en prennent acte. Le Bund analyse les raisons de l'alliance du point de vue de la Grande-Bretagne :

La déclaration Balfour garantissait un afflux conséquent de capitaux juifs vers la Palestine misérable, elle donnait à l'Angleterre une assise en Palestine même dans une minorité juive dévouée, car totalement dépendante d'elle.

Le philosophe internationaliste Ernst Bloch revient sur les intérêts européens en 1959 :

La classe dominante anglaise voulait s'assurer l'accès des Indes par voie terrestre ; or la Palestine était bien située. (...) L'Angleterre n'était pas la seule à s'intéresser à la Palestine, Guillaume 2 et l'impérialisme allemand se sentaient eux aussi sionistes (...). Ainsi, le sionisme, pièce bienvenue dans l'échiquier de la politique impérialiste, était confié de bien des côtés à ce que Herzl avait appelé « la convention des peuples civilisés ».

Maxime Rodinson revient sur le « fait colonial » pour caractériser le régime israélien, juste avant la guerre de 1967 :

La formation de l'Etat d'Israël sur la terre palestinienne est l'aboutissement d'un processus qui s'insère parfaitement dans le grand mouvement d'expansion européen-américain des 19^e et 20^e siècles pour peupler ou dominer économiquement et politiquement les autres terres.

En Israël, la guerre de 1967 et la conquête de nouveaux territoires réactive la question du colonialisme essentiellement dans l'organisation socialiste en Israël Matzpen.

Ce n'est qu'avec le travail des nouveaux historiens dans les années 1980, puis des nouveaux sociologues, comme Uri Ram, Baruch Kimmerling ou Gershon Shafir, que le

colonialisme sera analysé. Yoav Peled ; professeur de sciences politiques à l'université de Tel Aviv, évoque la continuité de la colonisation de 1948 à 1967 :

Les colons juifs vivant dans les territoires occupés depuis 1967, qu'ils soient travaillistes ou sionistes religieux, ont toujours soutenu que le projet dans lequel ils étaient engagés n'était pas différent du projet des pionniers d'avant 1948. (...) Leurs pratiques étaient la continuation naturelle de l'entreprise de colonisation sioniste commencée en 1882. Par conséquent, si l'entreprise postérieure à 1967 est de nature coloniale, une caractérisation qui n'est pas vraiment contestée dans le courant dominant des sciences sociales israéliennes, alors il en est de même pour ce qui est de la politique menée avant 1948.

L'historien Gadi Algazi décrit les conditions concrètes de la mise en place du régime tant pour les indigènes que pour les colons :

(Les paysans palestiniens) (jusqu'en 1966) ne pouvaient pas vendre leurs légumes, moins chers que ceux produits par les kibboutzim, au marché libre, ou concourir librement avec leurs concitoyens juifs sur le marché du travail. D'où l'ambiguïté du « socialisme sioniste » : il s'agit d'une idéologie et d'une pratique qui servent à la fois à transformer les Juifs en colons, avec un mélange de répression et de privilèges, et à déposséder les Palestiniens.

Plus près de nous, les accords d'Oslo de 1995, présentés comme une démarche de paix, ont eu pour conséquence le renforcement de la colonisation et la pérennisation du conflit. Pour Etienne Balibar et Jean-Marc Lévy-Leblond, « ils n'ont pas débouché sur une inversion de la logique d'affrontement. Ils furent mis à profit pour accélérer la colonisation et renforcer le fait accompli et apparaissent rétrospectivement comme un moment tactique dans la conquête du Grand Israël ».

- Voir les documents liés à ce chapitre 4 en pages 31 à 36

5

Le sionisme... et après ?

« De nos jours, pour critiquer Israël, on ne se réfère plus à l'occupation, mais à ses origines "criminelles". C'est la remise en cause non pas de 1967, mais de 1948 qui est à l'œuvre... Cela démontre que l'on est entré dans une phase de "délégitimation" de l'Etat d'Israël qui met d'ailleurs l'opinion progressiste en porte-à-faux avec la plus grande partie de la gauche israélienne », Alain Finkelkraut.

Avec la rencontre des premiers colons sionistes et du peuple indigène qui vivait en Palestine, le slogan du sionisme « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » s'est vite avéré dépassé. Dorénavant, le mouvement sioniste devait trouver une solution à ce que certains sionistes commençaient à appeler le « problème arabe ». Dirigés par l'aile gauche du sionisme, qui déclarait vouloir établir un Etat juif égalitaire sans distinction de race, genre et religion, les sionistes ont été confrontés à une équation insoluble : comment construire un Etat à la fois juif et démocratique ? certains groupes comme Hashomer Hatzair ou Brit Shalom ont recherché dès les années 1920 des solutions binationales ou fédérales. Brit

Shalom tentait de résoudre l'impasse en prônant un Etat binational judéo-arabe qui prendrait en compte les deux populations, juive et arabe. Le groupe Ihud, issu de Brit Shalom, qui prit la relève en 1942, après la conférence de Biltmore, maintint cette vision binationale notamment soutenue par Hannah Arendt, qui écrivait :

Juifs et Arabes pourraient être forcés par les circonstances de montrer au monde qu'il n'y a pas de différence entre deux peuples qui ne puisse être comblée. L'élaboration d'un tel modus vivendi pourrait certes, en fin de compte, servir de modèle sur la manière de s'opposer aux dangereuses tendances de peuples ayant été opprimés à se fermer vis-à-vis du reste du monde et à développer un complexe de supériorité nationaliste.

Des personnalités comme Ahad Ha'am ou Martin Buber imaginèrent « Sion » comme un centre spirituel, culturel et intellectuel du judaïsme. Mais les révoltes arabes (1926-1929 et 1936-1939) contre l'occupant britannique et son soutien à la cause sioniste, et les violences qui surviennent, comme le massacre de Hébron en 1929, vont faire de la question arabe une pierre d'achoppement et provoquer des scissions au sein du sionisme. C'est ainsi que l'occupant et la communauté des nations commencent à réfléchir à une solution à la « question de Palestine » sous la forme d'une partition du territoire entre les deux communautés.

Au sein de l'organisation sioniste, les avis étaient partagés. Les révisionnistes, suivant Ze'ev Jabotinsky, revendiquaient un Grand Israël englobant la Transjordanie, paradoxalement doté d'une démocratie intégrale. Selon eux, les Juifs deviendraient la principale force économique et une majorité numérique, ce qui leur garantirait une primauté de fait. Pour le sionisme de gauche, c'était une pure utopie. Les libéraux, souvent issus du Yishov (implantation, en hébreu), voyaient le problème en termes économiques et plaidaient pour une coopération économique juive-arabe qui assurerait une coexistence pacifique sur la base d'intérêts communs : aux yeux d'un sionisme de gauche ardent défenseur du « travail juif », cela constituait une véritable trahison.

Pour éviter l'exploitation coloniale des indigènes – c'était son argument -, et garantir une majorité démographique juive homogène, la gauche sioniste développa alors des projets d'échanges ou même de « transferts de populations. Malgré la montée du nazisme et les vagues d'immigration qu'elle entraîna en Palestine, la question dite « démographique » demeurait le problème majeur du mouvement sioniste.

La partition de la Palestine votée par l'assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947, loin de résoudre le problème, va en réalité l'accentuer. Elle attribue près de 58% du territoire à la minorité juive, qui représente 30%+ de la population (600 000 personnes) et ne possède que 8% des terres. Près de 44% du territoire sont attribués à la majorité arabe (d'un million trois cent mille personnes) qui possède 92% des terres. Et un territoire international est aménagé autour de la ville de Jérusalem.

Or les deux parties du territoire sur lequel devaient s'établir un Etat juif et un Etat arabe sont loin d'être homogènes ethniquement. L'Etat juif compte une forte minorité palestinienne et l'Etat arabe une minorité juive. Dans les faits, ce sont deux Etats binationaux. Alors que les représentants palestiniens s'opposent à cette « solution » injuste

et sur laquelle ils n'ont pas été consultés, les représentants du mouvement sioniste l'acceptent tactiquement, ainsi que l'indiquait clairement David Ben Gourion dès 1937 dans une lettre à son fils :

Un Etat juif partiel n'est pas une fin, mais seulement un début. Je suis certain que nous ne pourrons pas être empêchés de coloniser d'autres parties du pays et de la région.

Les sionistes profitent de la guerre civile engendrée par le vote du plan de partition. Ils interprètent le refus arabe comme une justification, voire un permis d'exécution, de leur plan de transfert de population de toute la Palestine, y compris des territoires destinés à l'Etat arabe. Ainsi une grande partie de la campagne de nettoyage ethnique de la Palestine se déroule avant l'invasion des armées arabes et l'éclatement de la guerre de 1948. A la fin de la guerre et de l'entérinement de la conquête sioniste dans les accords de Rhodes en 1949, 150 000 indigènes (sur une population palestinienne d'environ un million de personnes) sont restées à l'intérieur de l'Etat d'Israël et représentent 22% de la population du nouvel Etat.

Avec le cinquième de la population appartenant à la minorité arabe et près de 800 000 Palestiniens expulsés vivant dans des camps de réfugiés dans les pays arabes voisins d'Israël et dont le droit est reconnu par la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948, le « problème démographique » des sionistes est encore loin d'être résolu.

Pour répondre à la nécessité de maintenir une démographie juive majoritaire, la séparation des populations a été instaurée d'abord par un régime militaire (d'exception) imposé de 1948 à 1966 aux zones restées peuplées de Palestiniens en Israël, ainsi que par un arsenal de lois les privant de tous droits collectifs, de l'accès à la terre, au logement...

Avec la conquête des territoires de Cisjordanie et de la bande de Gaza lors de la guerre de 1967, les autorités israéliennes se retrouvent en porte-à-faux avec leur volonté d'acquérir un maximum de territoires et un minimum de population arabe. Les campagnes d'expulsion conduites contre les camps de réfugiés de la vallée de Jéricho et du corridor menant à Jérusalem ne suffisent pas à rétablir l'équilibre démographique souhaité. Israël se retrouve avec de nombreux réfugiés vivant sous son régime à la fois en Cisjordanie et surtout dans la bande de Gaza, peuplée en majorité de réfugiés de 1947-1948.

Toujours pour cette raison dite « démographique », il n'est pas question pour les Israéliens d'annexer les territoires fraîchement conquis et d'attribuer la nationalité israélienne à des millions de Palestiniens comme cela avait finalement été le cas avec la minorité arabe en Israël. C'est dans ce contexte qu'est organisée la ségrégation d'avec la population des territoires conquis en 1967.

Alors que la communauté internationale, par la voix de l'ONU, exige le retrait d'Israël des territoires occupés en 1967 (résolutions 242 et 338), Israël, dirigé par le Parti travailliste (gauche sioniste), autorise l'installation des premières colonies de peuplement dans ces territoires à partir de 1968, tout en soutenant paradoxalement la formule qui va prévaloir pendant des décennies pour résoudre le conflit « deux peuples, deux Etats ». C'est à ce moment que le groupe antisioniste Matzpen propose de résoudre l'affrontement des nationalismes arabe et juif par une solution internationaliste par l'intégration dans un

Proche-Orient (Mashrek) socialiste. (...) Pendant deux décennies, Israël ne fait que développer la construction des colonies de peuplement dans les territoires occupés en 1967, ce qui accentue considérablement l'imbrication des populations juive et palestinienne.

La révolte palestinienne en 1987 (dite « première intifada ») et l'acceptation par l'OLP en 1988 de la résolution 242 de l'ONU qui entérine la formule des deux Etats poussent le mouvement sioniste dans ses retranchements : colonisation ou deux Etats, il faut choisir. Des voix critiques au sein d'Israël et du sionisme remettent en question la possibilité de maintenir les deux termes de l'équation : rester juif et démocratique à la fois. Les années 1980 sont aussi marquées par l'émergence des nouveaux historiens qui, à partir de leur travail sur les archives militaires israéliennes (ouvertes en 1978), ont mis au jour le programme et la responsabilité du sionisme non plus depuis 1967, mais depuis 1948. C'est dans ce contexte que naît la mouvance post-sioniste au sein de la gauche sioniste. L'Etat n'a plus à craindre pour sa pérennité, on peut tourner la page sioniste et envisager la possibilité d'un Etat palestinien à ses côtés.

Cependant, l'imbrication grandissante des deux populations, comme l'impossibilité de gérer la bande de Gaza vont amener les dirigeants israéliens à se retirer de Gaza puis à la mettre sous blocus, et à construire le mur de séparation entre la Cisjordanie et le territoire israélien à partir de 2002. Enfin, l'ensemble des ordonnances et lois ségrégatives mises en place de la mer au Jourdain et la loi Etat-nation votée en 2018 constituent aujourd'hui ce que la communauté internationale commence à appeler par son nom : un régime d'apartheid.

Un million de colons juifs sont installés en Cisjordanie occupée.

- *Voir les documents liés à ce chapitre 5 en pages 36 à 41*

Chapitre 1 Sionisme et judaïsme

1897 Allocution d'ouverture à la conférence centrale des rabbins américains

Isaac Mayer Wise (Bohême, 1819-Etats-Unis, 1900), rabbin, universitaire et écrivain (...) Fondateur du judaïsme réformé aux Etats-Unis, opposé au sionisme, il considère que la nature du judaïsme n'est pas politique ou nationale mais spirituelle.

(...) Je fais référence, bien évidemment, aux prétendus « Amants de Sion », Chovaveh Zion, qui revivifient, dans certaines couches de la population, le sentiment national politique des temps anciens, et détournent la mission d'Israël du domaine de la religion et de l'humanisme dans une direction étroitement politique et nationale, où le judaïsme perd son fondement universel et sacré, ainsi que sa signification historique.

(...) Finalement des politiciens ont saisi l'aubaine, et l'un d'entre eux, du nom du docteur Herzl, a proposé d'établir et de constituer un Etat juif en Palestine ; il a échafaudé ce projet, et l'a défendu si éloquemment devant les communautés juives que l'idée utopique d'un Etat juif s'est emparée de nombre d'esprits, et qu'un congrès de tous les Amants de Sion est prévu à Munich, en août prochain.

(...) Nous voulons que la liberté, l'égalité, la justice et l'équité règnent et régissent la communauté dans laquelle nous vivons ; et cela, nous le possédons si pleinement qu'aucun Etat, quel qu'il soit, ne pourrait l'améliorer. Ce nouveau mouvement messianique, de l'autre côté de l'océan, ne nous concerne aucunement.

1903 Déclaration sur le sionisme

Sholom Dovber Schneersohn « Rebbe Rashab » (Russie, 1860-1920). Le rabbin Schneersohn devient à 22 ans le cinquième leader du mouvement hassidique Chabad-Lubavitch. En 1897, il fonde la première yeshiva du mouvement et devient le leader hassidique qui, le premier, étendra son influence au-delà du monde ashkénaze. (...) Le mouvement Chabad-Lubavitch a depuis rallié le sionisme et est devenu aujourd'hui l'un des fers de lance de la colonisation des territoires occupés en 1967.

(...) Vous affirmez que les sionistes ont poussé des gens qui se trouvaient loin d'Israël à s'en rapprocher. Mais en quoi s'en sont-ils rapprochés ? Ont-ils commencé à observer les commandements de la Torah ? Non, au contraire, avec le mouvement sioniste, ils se sont même éloignés davantage de la Torah et des Commandements et de la foi en Dieu.

(...) Tous les écrits des sionistes nous montrent que leur objectif premier et leur activité principale consistent à donner l'impression au peuple juif – et malheureusement ils y parviennent – que le propos de la Torah et des Commandements est de renforcer le sentiment nationaliste. (...) Désormais, pensent-ils, le nationalisme a remplacé la religion et constitue le meilleur moyen de préserver la société. Une fois cette hypothèse acceptée, quiconque entre dans le mouvement se croit dispensé de suivre les Commandements de la Torah. Et il n'y a plus d'espoir pour qu'il y revienne puisque, selon sa propre logique, être un nationaliste loyal suffit à faire de lui un bon juif.

(...) Nos frères dans la crainte de Dieu savent qu'ils sont sous le joug de l'exil et qu'ils doivent se soumettre à leur situation quelle qu'elle soit. Ils vivent en exil sous la domination

d'autres peuples et savent que c'est leur devoir de supporter le joug de l'exil parce que c'est la Volonté divine et que, ainsi, leurs péchés seront expiés lorsque le Seigneur aura pitié de nous et qu'Il nous rachètera. (...) Lors du troisième congrès sioniste, une proposition avait été faite pour une implantation à Chypre. Herzl était disposé à débattre de cette proposition, qui a finalement été rejetée en raison de puissantes objections des sionistes de notre pays.

1981 L'idéologie sioniste, obstacle à la paix

Elmer Berger (Etats-Unis 1908-1996), rabbin réformé et écrivain. Il a fondé, avec d'autres rabbins réformés antisionistes, l'American Council for Judaism (ACJ), la plus importante organisation antisioniste juive américaine. (.. 🙄 Poussé à la démission en 1968, Berger créera l'American Jewish Alternatives to Zionism (AJAZ).

(...) « Sion » (mais pas obligatoirement « sionisme ») est indéniablement un terme sacré du judaïsme traditionnel ou orthodoxe. Sion, dans son sens authentique orthodoxe, est un concept théologique et non politique nationaliste. Dans la sagesse divine, lorsque « le peuple » le méritera moralement, Dieu annoncera le Millénium en envoyant le messie pour ramener « les fils d'Israël à Sion. Tirant cette « espérance future » d'une juste interprétation des textes de l'Ancien testament, ces juifs orthodoxes conviennent que les Israélites et Juifs anciens ont perdu la Terre sainte parce qu'ils ont péché. Ils ont « adoré » d'autres divinités, et ont commis une longue série d'injustices envers leurs frères humains. Le judaïsme est une religion « contractuelle ». Le contrat a changé au fil des âges, mais il y a toujours eu un contrat entre « le peuple » et Dieu. Dieu « a promis » la terre et rendra ses habitants prospères si « le peuple » accomplit rigoureusement les stipulations morales et éthiques du contrat, tel qu'il a été interprété par les « prophètes de Dieu, aux différentes époques.

(...) Dieu seul – et ni les hommes ni aucun groupe d'hommes – peut juger si, oui ou non, la conduite du peuple s'est élevée à la hauteur morale du contrat, permettant ainsi que Dieu les reconduise à la Terre promise. Dans cette acceptation littérale, l'Holocauste lui-même, malgré son horreur, ne peut être la mesure du « retour ». Exploiter comme le font les sionistes l'atrocité commise par les nazis pour justifier l'établissement de l'Etat sioniste, c'est lui donner une raison humaine, ce n'est pas l'accomplissement du projet divin.

(...) Aux Etats-Unis, et un peu partout dans le monde, l'identification faite par Billy Graham de l'Etat sioniste avec l'accomplissement de la prophétie de l'Ancien Testament a été un facteur politique d'importance considérable.

(...) Il y a, certes, des différences théologiques entre ces chrétiens fondamentalistes et le messianisme de certains juifs traditionnalistes. Les juifs millénaristes assurent que d'abord viendra le messie, qui ramènera à Sion « les enfants d'Israël ». Leurs homologues chrétiens professent que la réinstallation du « peuple juif » en Terre sainte n'est qu'un préalable au retour de Jésus, qui sera alors reconnu par toute l'humanité, y compris par les Juifs, comme le Messie.

(...) Les uns comme les autres passent sous silence les impératifs moraux du contrat d'alliance qui selon les prophètes de l'Ancien testament règlent la relation entre Dieu et l'homme. En d'autres termes, l'élément fondamental, savoir que c'est Dieu qui détermine si « le peuple » est moralement préparé pour le « retour », est – ce n'est pas un oubli – notoirement absent. Il faut comprendre l'omission par le sionisme juif de cette partie du contrat comme une mystification politique cynique.

(...) Chez les fondamentalistes chrétiens, c'est une question de chronologie théologique. La perfection morale des êtres humains ne précèdera pas la « deuxième venue ». Cet Etat idyllique n'existera qu'après le retour sur terre de Jésus ressuscité dans son ordre messianique. Il délivrera alors du fardeau de leurs péchés tous ceux qui le reconnaîtront. Entre les deux fois, l'ordre de la « rédemption » est inversé. Du même coup les fondamentalistes chrétiens ont davantage en cohérence avec leur théologie que ne le sont les « théologiens » sionistes dans le contexte du judaïsme. Ces derniers s'échinent à démontrer que l'éthique et la moralité des mortels qui vivent aujourd'hui en Israël sont si supérieures aux vertus du reste de l'humanité que Dieu aurait toute raison de proclamer le millénium, tandis que Menahem Begin ou le Goush (ou Gush) Emounim seraient les représentants du vrai messie !

(...) Le fait que dès le tout début de la reconnaissance internationale des revendications territoriales et politiques du sionisme il ait été jugé essentiel de garantir la sauvegarde des droits des Palestiniens autochtones ainsi que des Juifs antisionistes dans les pays autres que la Palestine constitue une preuve évidente de l'agressivité naturelle potentielle du sionisme, aux plans politique et territorial.

1989 Le soulèvement palestinien et l'avenir du peuple juif

Marc H. Ellis (Etats-Unis, 1952). Universitaire, il a enseigné l'histoire et les études juives au Centre d'études juives de la Maryknoll School of Theology.

(...) Il n'est pas exagéré de dire que l'Intifada interroge l'avenir du judaïsme avec force et obstination. La tragédie de l'Holocauste est bien documentée et gravée dans notre conscience, de manière indélébile : nous savons qui nous étions, mais savons-nous qui nous sommes devenus ? La théologie juive contemporaine nous aide à affronter notre souffrance ; elle a peu à dire sur un aujourd'hui où nous sommes en situation de force. Cette théologie, tendue entre Holocauste et émancipation, met en mots éloquents les victimes de Treblinka et Auschwitz, mais ignore Sabra et Chatila. Elle paie tribut au soulèvement du ghetto de Varsovie, mais n'accorde aucune place à l'Intifada de ceux qu'a ghettoisés le pouvoir israélien. Des théologiens juifs sont attachés à ce que la torture et le meurtre d'enfants juifs soient rappelés et pleurés dans le rituel et la spiritualité juive. Il reste à prendre en compte la possibilité que des Juifs aient, à leur tour, torturé et tué des enfants palestiniens.

(...) De toute évidence, la lutte palestinienne pour les droits nationaux signifie plus que la perspective de négociations et de compromis politiques. Pour les juifs et les chrétiens, elle est l'occasion d'un examen théologique fondamental qui amène bien au-delà des solutions politiques inéluctables (bien que longues et douloureuses). Indépendamment de cette composante théologique, une solution politique peut ou peut ne pas voir le jour. Mais dans ce cas, les leçons du conflit auront été perdues, et la solution politique risquerait de n'être que superficielle et fragile, plutôt que profonde et durable. Une solution politique dépourvue de bouleversement théologique ne pourrait qu'amener la tragédie à se reproduire.

(...) Aujourd'hui, le peuple palestinien pose cette question fondamentale quant au pouvoir juif : le peuple juif en Israël, tout comme les Juifs du monde entier, peuvent-ils être libérés si le peuple palestinien ne l'est pas ?

1901, 1903, 1905 La question nationale et le sionisme

Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie (Bund)

Le Bund, prépondérant dans l'empire russe d'avant 1914, milite pour l'émancipation des travailleurs juifs dans le cadre du combat international pour le socialisme. Mouvement antinationaliste et autonomiste, il se prononce pour le droit des Juifs à constituer une nationalité autonome laïque de langue yiddish. C'est dans ce cadre que, lors de ses 4^e, 5^e et 6^e congrès, le Bund se prononce officiellement contre le sionisme.

(...) Résolutions sur le sionisme (6^e congrès, Zurich, juin 1903). 1. Le sionisme est un mouvement de la petite et moyenne bourgeoisie juive, soumis à une double pression : entre la concurrence du grand capital d'un côté et la petite bourgeoisie chrétienne de l'autre. 2. Le sionisme se fixe pour but la création d'un Etat de classes en Palestine. 3. Le sionisme cherche à effacer les oppositions de classes au nom de prétendus intérêts nationaux. Sa tactique est réactionnaire, tant pour ce qui est de son rapport envers le mouvement révolutionnaire du prolétariat juif qu'en ce qui concerne son opportunisme à l'égard de l'antisémitisme.

(...) La solution de la question juive dépend d'une lutte qui a pour objectif la démocratisation de l'ordre social et étatique des pays dans lesquels habitent des Juifs, et la transformation actuelle sur une base socialiste.

1917 Mémoire sur l'antisémitisme du gouvernement britannique actuel

Lord Edwin Samuel Montagu (Royaume-Uni, 1879-1924). Homme politique, Lord Montagu a d'abord été ministre de l'armement (1916), puis secrétaire d'Etat pour l'Inde de 1917 à 1922, dans le cabinet de Lloyd George. Seul ministre juif du cabinet au moment de la déclaration Balfour (1917) – qui lui avait été soumise au préalable –, il fut aussi seul à s'y opposer.

(...) Il semble inconcevable que le sionisme soit officiellement reconnu par le gouvernement britannique, et que M. Balfour soit autorisé à dire que la Palestine devait être reconstituée comme « la maison nationale du peuple juif ». Je ne sais pas ce que cela implique, mais je suppose que cela signifie que les mahométans et les chrétiens doivent faire place aux Juifs et que les Juifs devraient être placés dans toutes les positions de préférence et devraient être particulièrement associés à la Palestine de la même manière que l'Angleterre est avec les Anglais ou la France avec les Français, que les Turcs et autres mahométans en Palestine seront considérés comme des étrangers, tout comme les Juifs seront traités comme des étrangers dans tous les pays sauf la Palestine. Peut-être aussi que la citoyenneté ne devra être accordée qu'à la suite d'un test religieux.

(...) Il n'est pas plus vrai de dire qu'un Juif anglais et un Maure juif sont de la même nation que de dire qu'un Anglais chrétien et un Français chrétien sont de la même nation : de la même race, peut-être, suivie à travers les siècles – à travers les siècles de l'Histoire d'une race particulièrement adaptable.

(...) Je nie que la Palestine soit aujourd'hui associée aux Juifs ou qu'elle soit considérée comme un lieu de vie convenable pour eux. Les Dix Commandements ont été livrés aux Juifs sur le Sinaï. Il est bien vrai que la Palestine joue un grand rôle dans l'histoire juive, mais c'est le cas dans l'histoire moderne mahométane et, après le temps des Juifs, elle joue certainement un rôle plus important que tout autre pays dans l'histoire chrétienne. Le Temple était peut-être en Palestine, mais le Sermon sur la montagne et la crucifixion l'étaient aussi.

1919 Protestation adressée à Woodrow Wilson contre un Etat sioniste

Julius Kahn et col. Julius Kahn (Grand-duché de Bade, 1861- Etats-Unis, 1924). Homme politique et membre

(...) Selon les plus récentes statistique disponibles, les sionistes américains ne représentent qu'une petite partie des Juifs vivant dans ce pays : environ 150 000 sur 3 500 000. (...) Mais nous voulons faire entendre notre mise en garde et notre protestation contre la demande des sionistes de reconfigurer les Juifs en une entité nationale, à laquelle, maintenant ou à l'avenir, serait accordée une souveraineté territoriale en Palestine. Cette revendication non seulement va à rebours du mouvement historique des Juifs, qui ont cessé d'être une nation il y a deux mille ans, mais elle mène aussi à une limitation, voire à la possible fin de ce mouvement revendicatif plus large des Juifs pour une citoyenneté et des droits humains pleins et entiers dans tous les pays où ils ne leur sont pas garantis.

(...) Nous nous opposons d'autant plus aux sionistes qu'ils rejettent eux-mêmes explicitement tout projet qui se borne à améliorer les choses. Ils revendiquent et saluent avec joie la déclaration Balfour visant à établir un « foyer national pour le peuple juif en Palestine », c'est-à-dire un foyer non seulement pour les Juifs vivant dans des pays où ils subissent une oppression, mais pour les Juifs du monde entier. Aucun Juif, où qu'il vive, ne peut se considérer comme dégagé des implications d'un tel accord.

(...) Les Juifs se dévouent corps et âme pour le bien-être de leurs pays de résidence quand ils y vivent dans des conditions de liberté. Tous les Juifs récusent le plus petit soupçon de double allégeance, mais nous pensons que celle-ci est nécessairement impliquée et ne peut être logiquement écartée de la création d'un Etat souverain pour les Juifs en Palestine.

(...) De plus, on peut affirmer en toute certitude que l'immense majorité des Juifs d'Amérique, d'Angleterre, de France, de Hollande, de Suisse, et d'autres terres de liberté n'envisagent aucunement de renoncer à leur citoyenneté dans leurs pays au bénéfice d'un « foyer juif en Palestine ».

(...) Que les Juifs soient considérés comme une « race » ou une « religion », il est contraire aux principes démocratiques au nom desquels la guerre mondiale a été menée, de fonder une nation sur l'une de ces bases ou sur les deux. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Suisse, et toutes les nations du monde les plus avancées sont composées de représentants de plusieurs races et religions.

(...) « Les droits des autres croyances et races seront respectés sous le pouvoir juif », assurent les sionistes ; les critères de la démocratie ne sont cependant ni la condescendance ni la tolérance mais la justice et l'égalité. Tout ceci prend une force particulière dans un pays comme la Palestine. Ce pays est rempli de confréries sacrées aux yeux des fidèles de trois grandes religions et, résultat des mouvements migratoires de plusieurs siècles, il compte un nombre extraordinaire de groupes ethniques différents, sans proportion avec l'étendue restreinte du pays. Une telle situation impose clairement de penser la réorganisation de la Palestine sur la base la plus large possible.

(...) Nous demandons que la Palestine soit constituée en un Etat libre et indépendant, gouverné sous une forme démocratique, sans distinction de croyance, de race ou d'origine ethnique, et avec un régime à même de protéger le pays contre toute oppression. Nous ne souhaitons pas voir la Palestine, ni maintenant ni à quelque moment que ce soit dans le futur, constitué en Etat juif.

1943 Déclaration du Conseil américain pour le judaïsme

En 1942, en réaction au développement des activités sionistes aux Etats-Unis et notamment au programme de la conférence de Biltmore appelant à la réalisation de l'Etat juif, trente et un rabbins réformés, menés par Louis Wolsey, fondent le Conseil américain pour le judaïsme (American Council for Judaism, ACJ). Son objet, qui se situe dans la descendance de la plateforme de Pittsburgh (...) est en lutte contre le sionisme et l'établissement d'un Etat juif en Palestine.

(...) Pour d'innombrables générations, « Ecoute Israël, le Seigneur est notre dieu, le Seigneur est Un » a été un cri universel qui a uni tous les Juifs dans les épreuves et vicissitudes, dans la souffrance, la faim et le désir, dans le désespoir et l'accomplissement. C'est toujours ce concept qui distingue les Juifs en tant que groupe religieux.

(...) La Palestine a contribué de façon tangible à l'atténuation de la catastrophe actuelle qui affecte la vie juive, en offrant un refuge à une partie des Juifs persécutés d'Europe. Nous espérons qu'elle continue d'être l'un des lieux d'un tel relèvement, maintenant qu'il a été clairement démontré qu'on peut y mettre en pratique une colonisation, construire des écoles et des universités, étendre une agriculture scientifique, intensifier le commerce et développer la culture. C'est ce que réalisent des colons enthousiastes qui travaillent dur et qu'accompagnent dans leurs initiatives des Juifs du monde entier, à chaque pas de leur vie et de leur réflexion.

(...) Nous nous opposons à l'ambition de créer un Etat national juif en Palestine ou ailleurs, que nous jugeons défaitiste et n'offrant pas de solution pratique au problème juif. Nous nous opposons à ces doctrines parce qu'elles sont contraires à la tranquillité des Juifs en Palestine, en Amérique et en quelque lieu où des Juifs puissent se trouver. Nous pensons que la revendication de l'Etat national juif a dissuadé la Palestine de jouer un plus grand rôle encore en tant que havre des opprimés et que sans cette revendication d'indépendance la Palestine abriterait aujourd'hui davantage de réfugiés de la terreur nazie.

(...) La Palestine fait partie du patrimoine religieux d'Israël, comme elle fait partie du patrimoine de deux autres religions du monde. Nous espérons voir enfin s'installer en Palestine un gouvernement démocratique, autonome dans lequel juifs, musulmans et chrétiens seront équitablement représentés ; chaque homme jouissant de droits égaux et de devoirs égaux ; un gouvernement démocratique dans lequel nos coreligionnaires seront des Palestiniens libres de religion juive, exactement comme nous sommes des Américains dont le judaïsme est la religion.

1945 Réexamen du sionisme

Hannah Arendt (Allemagne, 1906-Etats-Unis, 1975). Philosophe et politologue, elle a fui le nazisme en 1933 pour la France où, jusqu'à son arrestation en mai 1940, elle a travaillé pour des organisations sionistes. Internée au camp de Gurs, elle réussit à s'en évader et s'installe aux Etats-Unis où elle enseigne dans les plus prestigieuses universités. (...) Si Hannah Arendt est restée attachée à l'idée d'un foyer national juif, elle a toujours été critique à l'égard du sionisme, auquel elle reprochait son nationalisme étatique et son absence de prise en compte de la population autochtone de la Palestine. Proche de Brit Shalom puis d'Ihud, elle est pourtant redevenue sioniste à la fin de sa vie. L'extrait qui suit, d'un article publié en 1944, constitue une forme de réponse à la conférence de Biltmore.

(...) On sait de quelle manière Herzl lui-même avait entamé des négociations avec les gouvernements, en faisant appel invariablement à leurs intérêts à se débarrasser de la question juive par l'émigration de leurs ressortissants juifs.

(...) L'alternative à la voie préconisée par Herzl, et que Weizmann suivit jusqu'au bout, aurait consisté à organiser le peuple juif de manière à négocier sur la base d'un grand mouvement révolutionnaire. Cela aurait signifié une alliance avec toutes les forces progressistes d'Europe, comportant certainement de grands risques. Le seul homme de l'Organisation sioniste qui ait jamais imaginé cette éventualité fut le grand sioniste français Bernard Lazare, l'ami de Charles Péguy, qui dut quitter l'organisation dès 1899. (...) Au lieu de cela, les sionistes en vinrent à rechercher la protection des grandes puissances en échange de services possibles. Ils se rendaient compte que ce qu'ils pouvaient offrir devait correspondre aux intérêts des gouvernements. (...) Et ils n'avaient pas davantage pris conscience du fait qu'être protégé par ces intérêts impérialistes soutient un peuple tout comme la corde soutient le pendu !

(...) En fait, la mauvaise conscience date de l'époque où l'on a découvert avec surprise que l'existence d'un « peuple étranger » introduisait des facteurs de politique étrangère dans le domaine de la politique intérieure, c'est-à-dire dans la construction de la Palestine. Depuis cette époque, le parti travailliste juif a lutté contre le parti travailliste arabe sous prétexte d'une lutte de classe contre les cultivateurs juifs qui employaient certainement les Arabes pour des raisons capitalistes. Au cours de ce combat, qui, jusqu'en 1936, empoisonna plus que toute autre chose l'atmosphère en Palestine, on n'a accordé aucune attention aux conditions économiques des Arabes, lesquels, du fait de l'introduction du capital et du travail juifs et de l'industrialisation du pays, se sont transformés du jour au lendemain en prolétaires potentiels, sans avoir beaucoup de chances de trouver l'emploi correspondant. Le parti travailliste sioniste s'est contenté de réitérer les arguments qui, pour être fondés, n'en étaient pas moins totalement inadéquats, concernant le caractère féodal de la société arabe. Le slogan absurde dont il se servait montre bien à quel point les gens peuvent être aveuglés dès lors que leurs intérêts réels ou supposés sont en jeu.

1968 Le juif non-juif

Isaac Deutscher (Empire d'Autriche 1907-Italie, 1967). Historien, journaliste et écrivain. Issu d'une famille orthodoxe, il rejoint en 1927 le Parti communiste polonais illégal et devient rédacteur en chef de son journal (...). Après la rédaction d'un article appelant à la formation d'un front uni communiste-socialiste face à la barbarie menaçant l'Europe, il est exclu du parti communiste polonais (KPP) qui lui reproche d'exagérer la menace du nazisme et de semer la panique parmi les militants. Opposé au sionisme, qu'il considère comme économiquement rétrograde et nuisible à la cause du socialisme internationaliste, il reniera après le judéocide ses analyses d'avant-guerre, pour soutenir que la création d'Israël est une nécessité historique. Il redeviendra toutefois critique lors de la guerre de 1967, se prononçant pour le retrait des territoires occupés par Israël.

(...) Selon moi – et c'est l'hypothèse que je suggère – les raisons mêmes qui avaient permis aux Juifs de survivre en tant que communauté séparée, c'est-à-dire le fait qu'ils représentaient une économie de marché au milieu de gens qui vivaient dans le cadre d'une économie naturelle, ces raisons-là, et le souvenir que le peuple en gardait, expliquent, du moins en partie, la Shadenfreude ou l'indifférence avec laquelle les masses européennes ont assisté à l'holocauste des Juifs. Il est dommage, pour ces derniers, qu'en prenant parti pour le

capitalisme, les nations européennes ne l'aient fait que très superficiellement, en tout cas dans la première partie de ce siècle. Elles s'attaquèrent, non pas à ce qui était le noyau du capitalisme, aux relations de production, à l'organisation de la propriété et du travail, mais à son appareil extérieur et très archaïque qui, en effet, était souvent juif. Là est le nœud de la tragédie juive. Le capitalisme déclinant a prolongé son agonie et a entraîné la déchéance morale de l'humanité : or c'est nous, les juifs, qui en avons fait les frais et qui risquons de le payer encore.

(...) La plupart des grands révolutionnaires dont l'héritage est le sujet de cette discussion ont cru que la solution ultime des problèmes de leur temps et du nôtre résidait non pas dans les Etats-nations mais dans la société internationale. Leur qualité de juifs faisait d'eux les pionniers naturels de cette idée, car qui aurait été qualifié pour prêcher l'égalitarisme international que des gens comme eux, libérés de toute orthodoxie et de tout nationalisme, juifs ou non-juifs ?

(...) Le monde a contraint le Juif à embrasser l'Etat-nation, à en faire son espérance et sa fierté au moment même où, justement, il ne recèle plus ou presque plus de germes d'espoir. Ce n'est pas aux Juifs qu'il faut reprocher cela ; c'est le monde qui doit en porter le blâme.

(...) J'espère, par conséquent, que les Juifs, avec les autres nations, finiront par prendre – ou reprendre – conscience des insuffisances de l'Etat-nation pour revenir à l'héritage moral et politique transmis par le génie de ceux qui avaient dépassé le judaïsme : pour retrouver le message qui est celui de l'émancipation universelle de l'homme.

1974 Critiques juives du sionisme

Moshe Menuhim (Biélorussie, 1893-Etats-Unis 1983). Mathématicien et professeur d'hébreu, né dans une famille hassidique. Il est le père du violoniste Yehudi Menuhim.

(...) Cela doit être le Pinteleh Yid (la petite pépète juive) que mon grand-père authentiquement orthodoxe, humain et droit, m'a planté dans le cœur dans la vieille Jérusalem : un noyau dur d'universalisme et de judaïsme prophétique, avant que je subisse l'influence suffocante du nationalisme « juif » et du racisme du « Peuple élu » au lycée Herzliya à Jaffa-Tel Aviv, en Palestine, où j'ai étudié de 1909 à 1913. Je rêve toujours, aujourd'hui, d'une renaissance juive spirituelle et morale, et d'un retour au vrai Dieu du peuple d'Israël, loin des idées des Josué modernes : Ben Gourion, Moshé Dayan, Menahem Begin, Golda Meyer et compagnie...

(...) Comment un curieux assemblage d'occasion, fait de Juifs progressistes et arriérés, philosophes et illettrés, compatissants et cruels, convaincus de force d'immigrer dans une vieille patrie arabe, ont-ils pu, unis par la subversion et la propagande (éducation), et, après avoir un total d'environ 2 millions et demi de Juifs, se mettre à menacer, défier, soumettre, déloger, occuper et saisir les foyers et les patries de millions d'Arabes, en défiant, du même coup, les centaines de millions qui, partout dans le monde, sympathisent avec la juste cause des Arabes ?

(...) Le 6 octobre 1973, jour du Kippour, aurait assurément servi de leçon à des dirigeants juifs responsables et sages. Ce fut le jour inattendu où les Arabes, après vingt-cinq ans de défaite et d'humiliation, s'engagèrent avec succès sur le chemin long et ardu de la libération, résolus à mettre un terme à l'occupation de leurs terres. Soudainement « la frontière de sécurité » du canal de Suez, la ligne Bar-Lev s'effondraient. L'idée de « frontière

de sécurité », déconnectée de toute notion d'humanité et de relation de bon voisinage se brisait. Nos sages juifs auraient certainement réalisé, cette fois, que ce dont les êtres humains ont besoin aujourd'hui, c'est de relations apaisées entre voisins, de paix, de bonne volonté, d'assistance mutuelle, et d'un rude effort constructif basé sur la moralité, sans convoitise ni intrigue à l'égard de l'autre.

(...) L'Israël sioniste contemporain se réveillera-t-il enfin de ses si longs rêves et projets de grand empire juif, défendu par un peuple maintenu en permanence sous les armes, financé par des Juifs américains, canadiens et anglais ignorants et lobotomisés ? (...) Peut-on blâmer mes 100 millions d'Arabes du Proche-Orient, riches et pauvres, conservateurs et radicaux, d'unir leurs forces et de tenter de libérer leur patrie ? Peut-on blâmer les Arabes de décréter un embargo contre les Etats-Unis, dont le gouvernement fournit des armes de mort et de conquête à l'Israël sioniste en constante expansion ?

(...) Il y a peut-être aujourd'hui en Israël quelques dirigeants juifs sages qui, en dépit des succès de la droite aux récentes élections, partagent l'avis du général Peled « qu'Israël devrait se retirer des territoires arabes occupés ». En ce qui concerne le mythe des « frontières de sécurité » longtemps brandi par les impérialistes israéliens pour justifier leurs politiques expansionnistes, le général Peled établit que « c'est la volonté de s'emparer des territoires qui primait, les arguments de sécurité sont venus ensuite ».

(...) La machine sioniste fait incontestablement tout ce qu'elle peut pour prévenir un antisémitisme affirmé. Mais on est malheureusement obligé de constater que l'Israël sioniste récolte plus d'antisémitisme que ce dont il avait besoin.

1986 Le sionisme du point de vue de ses victimes juives : les Juifs orientaux en Israël
Ella Habiba Shohat (Israël, 1959). Professeure au département d'études culturelles de l'université de la ville de New York. Issue d'une famille originaire de Bagdad exilée en Israël dans les années 1950. Elle est devenue aux Etats-Unis une représentante notable de la pensée multiculturelle, et l'une des figures emblématiques de ces intellectuels et militants juifs orientaux de la deuxième génération, qui à partir des années 1980 ont développé une critique radicale du sionisme et d'une société israélienne façonnée par les institutions sionistes ashkénazes.

(...) Pour les mizrahim, le sionisme européen a été à bien des titres une vaste supercherie, un gigantesque massacre culturel, une entreprise qui a partiellement réussi à éradiquer en une ou deux générations une civilisation enracinée depuis plusieurs millénaires en Orient et unifiée dans sa diversité. Précisons tout de suite qu'il n'est en rien dans mon propos de poser un nouvel antagonisme entre ashkénazes et mizrahim. Malgré leurs différences culturelles et religieuses, les deux communautés ont vécu côte à côte, de façon relativement pacifique dans de nombreux pays et dans diverses situations. Il n'y a qu'en Israël qu'elles ont établi des rapports de cohabitation fondés sur la dépendance et l'oppression.

2005 Pour une autre analyse du sionisme

Jacqueline Rose (Royaume-Uni, 1949). Psychanalyste, née dans une famille non pratiquante, elle a enseigné dans plusieurs universités anglaises et a été co-directrice de l'institut Birkbeck de sciences humaines et de la London Critical Theory Summer School. (...) Cofondatrice

d'Independent Jewish Voices au Royaume-Uni, elle y a initié en 2002, avant l'appel du BDS de 2005 donc, la première pétition en faveur d'un boycott académique d'Israël.

(...) Prenant la plume comme Buber en mai 1948, Arendt prévoit avec une prescience troublante l'avenir de la nouvelle nation après sa victoire dans la guerre qui s'annonce : « Les Juifs "victorieux" vivront entourés d'une population arabe entièrement hostile, prisonniers à l'intérieur de frontières toujours menacées, absorbés par les soucis de leur propre défense physique, qui submergeront tous les autres intérêts et toutes les autres activités. Le développement d'une culture juive cessera d'intéresser le peuple tout entier, les expérimentations sociales devront être écartées comme un luxe impraticable ; la pensée politique se focalisera autour de la stratégie militaire ; le développement économique sera uniquement déterminé par les besoins de la guerre » (Arendt 1948)

Chapitre 3 Sionisme et antisémitisme

1938 Le sionisme est-il un mouvement d'émancipation démocratique ? Une réponse au professeur S. Doubnov

Henryk Erlich (Russie, 1882-URSS, 1942). Homme politique. Elu en 1917 au soviet de Petrograd, Henryk Erlich s'établit à Varsovie en 1918 et y devient l'un des principaux dirigeants du Bund, auquel il avait adhéré, étudiant, quinze ans plus tôt. Plusieurs fois arrêté par le régime soviétique, il se serait donné la mort dans sa prison le 14 mai 1942.

(...) Quels ont été, au cours des décennies de l'existence du Bund, nos principaux arguments contre le sionisme ? Nous avons dit que le sionisme n'était pas et ne pouvait pas être une solution à la question juive ; qu'en entretenant au sein des masses populaires juives l'illusion qu'il l'était, il détournait leur attention et leur énergie de leurs véritables objectifs de combat ; que, en raison de son attitude dédaigneuse envers la diaspora et son mépris pour le yiddish, il était une pierre d'achoppement pour le développement de la culture juive.

(...) Le sionisme s'est transformé, au fil des ans, en un allié ouvert de notre ennemi juré : l'antisémitisme. Le sionisme a, de fait, toujours puisé sa substance dans les exactions contre la population juive et dans la réaction dans son ensemble. Au cours des quarante ans d'existence du sionisme, la règle suivante a toujours été en vigueur : plus il fait sombre dans le monde, plus la demeure du sionisme est lumineuse ; plus les choses vont mal pour les Juifs, mieux elles se portent pour le sionisme.

(...) Mais si un Etat juif était créé en Palestine, son climat mental serait la peur éternelle d'un ennemi extérieur (les Arabes), un combat perpétuel pour chaque centimètre carré de terrain, pour chaque miette de travail contre un ennemi intérieur (les Arabes) et une lutte sans répit pour éradiquer la langue et la culture des Juifs de Palestine non hébraïsés. Est-ce là un climat où cultiver la liberté, la démocratie et le progrès ?

1994 Etat, nation et nationalisme : actualité du sionisme

Michel Warschawski (France, 1949). Journaliste et militant, essayiste. Fils du grand rabbin de Strasbourg, il s'installe à Jérusalem en 1965 pour y étudier dans une école talmudique, et suit également les cours de philosophie de l'université hébraïque de Jérusalem. Il rejoint le Matzpen après la guerre de 1967. Michel Warschawski a été parmi les fondateurs du Comité

de solidarité des universités de Birzeit (1981) et, l'année suivante, de Yesh Gevul (« Il y a une frontière/limite »), le mouvement des réservistes refusant de servir au Liban et dans les territoires occupés.

(...) Ainsi des agents sionistes mettront des bombes dans les synagogues de Bagdad et négocieront un marchandage sordide avec Nuri Saïd, dans le but de hâter le transfert des Juifs irakiens vers Israël, ou il sera expliqué aux Juifs du Yémen que les avions venus les chercher sont les « ailes des aigles » du messie dont parle le prophète. Ainsi, Arlozorov mènera aussi d'indécentes négociations avec le régime nazi pour le transfert, corps et biens, des Juifs d'Allemagne en Palestine, où se trameront les marchandages honteux, autour du sommet de Malte entre Gorbachev et Reagan, pour que l'émigration juive soviétique soit orientée vers Israël uniquement.

(...) Il s'agit ensuite de réécrire l'histoire juive, et de décrire le Juif de la diaspora de telle sorte qu'il s'adapte aux postulats sionistes : un Juif passif, misérable, lâche, improductif qui a vécu 2000 ans d'oppression dans diverses nations, une diaspora considérée comme une longue parenthèse honteuse, entre la souveraineté juive de l'époque biblique et la renaissance de la souveraineté juive en Eretz Israel. Du coup sont passés à la trappe l'âge d'or judéo-arabe en Espagne médiévale, de même que la riche culture yiddish d'Europe centrale, ou l'apport essentiel des Juifs à la culture européenne moderne, ou encore la convivialité qui a caractérisé une partie importante de l'existence juive dans le monde arabo-musulman.

(...) Autre paradoxe du sionisme, mouvement laïque et même antireligieux, il engendre, après deux générations, un Etat où la religion joue un rôle central, non seulement sur le plan politique, mais surtout sur le plan culturel, symbolique et identitaire. Si l'Etat d'Israël n'est pas une théocratie, la religion juive n'en est pas moins une religion d'Etat.

2005 Fragments mécréants, mythes identitaires et république imaginaire

Daniel Bensaïd (France, 1946-2010) ? Philosophe, écrivain et militant. D'un père juif et d'une mère française, issue d'une famille ouvrière, Daniel Bensaïd est élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud et à l'université de Nanterre quand il participe aux événements de Mai 68. Il a enseigné ensuite la philosophie à l'université de Paris 8 tout en restant un dirigeant historique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de la 4^e Internationale. En tant que « Juif non-juif », comme il se qualifiait lui-même, il refusait l'assignation de tous les Juifs au soutien du sionisme.

(...) Ce qui est en cause, c'est la structure ethno-théocratique de l'Etat juif. C'est la discrimination infligée par un Etat « démocratique pour les Juifs, et Juif pour les Arabes », selon la formule percutante d'Azmi Bishara. C'est l'occupation des territoires et les obstacles à la reconnaissance d'un Etat palestinien souverain.

(...) Imaginons le tollé, si le mouvement national palestinien avait revendiqué à la tribune des Nations unies une Palestine musulmane ou une Palestine arabe !

(...) Est-ce donc antisémite que de revendiquer, conformément aux résolutions de l'ONU, les droits spoliés du peuple palestinien, et d'exiger la reconnaissance d'un Etat palestinien jouissant d'une pleine souveraineté et d'une continuité territoriale, dans la perspective d'un Etat binational qui reconnaîtrait à terme des droits égaux à ses citoyens juifs et arabes ?

1934 A propos du problème juif

Léon Trotsky (Empire russe, 1879-Mexique, 1940). Homme politique. Né Lev Davidovich Bronstein, il n'exprimait pas sa judéité, considérant qu'elle ne devait pas faire obstacle à la marche révolutionnaire, mais en 1905, élu président du soviet de Saint-Petersbourg, il prendra part à la création d'unité d'autodéfense juives. Pour lui, l'antisémitisme est une technique de gouvernement du régime tsariste que la révolution va supprimer, mais dans les années 1930, il lui faudra dénoncer l'utilisation de l'antisémitisme par la contre-révolution stalinienne. Ses articles consacrés à la question juive sont nombreux.

(...) L'Etat fasciste allemand tout comme le conflit judéo-arabe confirment avec évidence le principe que la question juive ne peut être résolue dans le cadre du système capitaliste. J'ignore si la population juive sera reconstituée en tant que nation. En tout cas, il ne fait aucun doute que les conditions matérielles nécessaires à l'existence des Juifs en tant que nation indépendante ne pourraient être offertes que par la révolution prolétarienne. L'idée qu'une nation peut prétendre plus qu'une autre au droit à un pays nous est complètement étrangère.

(...) On ne peut concevoir cette installation de base territoriale pour les Juifs en Palestine ou dans tout autre pays qui ne s'accompagne de migrations d'importantes masses humaines. Seul le socialisme victorieux peut se charger de pareille tâche.

1942 La conception matérialiste de la question juive

Abraham Léon (Pologne, 1918-Auschwitz, 1944). Militant politique, Abraham Léon émigra très jeune en Belgique, où il fut d'abord militant de l'organisation sioniste de gauche Hashomer Hatzair, avant de rompre en raison du soutien qu'elle apportait aux procès de Moscou. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il dirigeait la section belge de la 4^e Internationale trotskiste. Sa Conception matérialiste de la question juive est rédigée pendant l'Occupation. Théoricien marxiste, il y analyse les bases sociales du sionisme.

(...) A Paris, le baron Rothschild, qui, comme tous les magnats juifs, considère avec très peu de faveurs l'arrivée massive dans les pays occidentaux des immigrants juifs, commence à s'intéresser à l'œuvre de la colonisation juive en Palestine. Aider « leurs frères infortunés » à retourner dans le pays des « ancêtres », c'est-à-dire à aller le plus loin possible, n'a rien pour déplaire à la bourgeoisie de l'Occident, craignant avec raison la montée de l'antisémitisme. Un peu après la parution du livre de Léon Pinsker, un journaliste juif de Budapest, Theodor Herzl, assiste à Paris aux manifestations antisémites provoquées par l'affaire Dreyfus. Il écrira L'Etat juif, qui demeure jusqu'à aujourd'hui l'Evangile du mouvement sioniste. Dès le début, le sionisme apparaît comme une réaction de la petite bourgeoisie juive (qui forme d'ailleurs encore le noyau du judaïsme), durement frappée par la vague montante de l'antisémitisme, ballottée d'un pays à l'autre, et qui essaye d'atteindre la terre promise où elle pourra se soustraire aux tempêtes déferlant sur le monde moderne.

(...) Le sionisme est donc un mouvement très jeune ; c'est le plus jeune des mouvements nationaux européens. Cela ne l'empêche pas de prétendre bien plus que tous les autres nationalismes, qu'il tire sa substance d'un passé extrêmement lointain. Tandis que le

sionisme est en fait le produit de la dernière phase du capitalisme, du capitalisme commençant à pourrir, il prétend tirer son origine d'un passé plus que bimillénaire.

(...) Le sionisme ne s'est jamais sérieusement posé cette question pourquoi, pendant ces deux mille ans, les Juifs n'ont-ils jamais tenté réellement de retourner dans cette patrie ? Pourquoi a-t-il fallu attendre la fin du 19^e siècle pour que Herzl parvienne à les convaincre de cette nécessité ? Pourquoi tous les prédécesseurs de Herzl, comme le fameux Sabbataï Zevi, s'étaient-ils vu traiter de faux messie ? Pourquoi les adhérents de Sabbataï Zevi furent-ils féroce­ment persécutés par le judaïsme orthodoxe ?

(...) Il s'agit précisément de savoir pourquoi les masses juives croyaient qu'il fallait attendre le Messie pour pouvoir « retourner dans leur patrie ». La religion étant un reflet idéologique des intérêts sociaux, elle doit forcément leur correspondre. Aujourd'hui, la religion ne constitue nullement un obstacle au sionisme.

(...) En réalité, aussi longtemps que le judaïsme était incorporé dans le système féodal, le « rêve de Sion » n'était précisément rien d'autre qu'un rêve et ne correspondait à aucun intérêt réel du judaïsme. Le cabaretier ou le « fermier » juif de Pologne du 17^e siècle pensait aussi peu à « retourner » en Palestine qu'aujourd'hui le millionnaire juif d'Amérique.

(...) Cependant, nous avons vu qu'à diverses époques historiques, le judaïsme faisait partie des classes possédantes et était traité comme elles. En somme, les sources du sionisme devraient être cherchées dans l'impossibilité de s'assimiler, à cause de l'antisémitisme « éternel » et de la volonté de sauvegarder les « trésors du judaïsme ».

(...) En réalité, l'idéologie sioniste, comme toute idéologie, n'est que le reflet déformé des intérêts d'une classe. C'est l'idéologie de la petite bourgeoisie juive, étouffant entre le féodalisme en ruine et le capitalisme en décadence.

(...) Mais, en réalité, les fondements des mouvements nationaux et du sionisme sont tout à fait différents. Le mouvement national de la bourgeoisie européenne est la conséquence du développement capitaliste ; il reflète la volonté de la bourgeoisie de créer les bases nationales de la production, d'abolir les survivances féodales. Le mouvement national de la bourgeoisie européenne est étroitement lié à la phase ascendante du capitalisme. Mais au 19^e siècle, à l'époque de l'efflorescence des nationalismes, loin d'être sioniste, la bourgeoisie juive était profondément assimilatrice. Le processus économique d'où sont issues les nations modernes posait les bases de l'intégration de la bourgeoisie juive dans la nation bourgeoise.

(...) C'est seulement quand le procès de la formation des nations touche à sa fin, quand les forces productives se trouvent depuis longtemps à l'étroit dans les frontières nationales, que commence à se manifester le procès de l'expulsion des Juifs de la société capitaliste, que commence à se développer l'antisémitisme moderne.

(...) Tandis que le mouvement national est le produit de la période ascendante du capitalisme, le sionisme est le produit de l'ère impérialiste. La tragédie juive du 20^e siècle est une conséquence directe de la décadence du capitalisme.

(...) C'est là que gît l'obstacle principal à la réalisation du sionisme. La décadence capitaliste, base de la croissance du sionisme, est aussi cause de l'impossibilité de sa réalisation. La bourgeoisie juive est obligée de créer de toutes pièces un Etat national, de s'assurer les cadres objectifs du développement de ses forces productives, précisément à l'époque où les conditions d'un tel développement ont depuis longtemps disparu.

1947 Manifeste de la Ligue juive contre le sionisme « Egypte »

La Ligue juive contre le sionisme (ar-rabita al-israiliya li-mukafahat as-sahyuniya) se constitue en 1946, sous la direction de Marcel Israël (Le Caire, 1913-Milan, 2002), né d'une famille d'origine italienne. Leader politique marxiste, auteur de nombreux travaux en arabe, français et italien, il avait déjà fondé en 1939, avec Henri Curiel et Hillel Schwartz, l'Union démocratique.

(...) Partout les Juifs constituent des minorités coexistant avec l'ensemble de la population nationale dont ils partagent les tâches, les peines et les joies. Mais - et c'est là que se pose le problème juif – les forces antidémocratiques de la société prennent toujours prétexte de l'existence parmi les responsables de la misère du peuple d'une poignée de Juifs pour exciter la population contre la minorité juive dans son ensemble, jeter la confusion parmi les masses populaires et faire dévier leur lutte d'émancipation nationale et sociale dans la voie stérile de la lutte contre la « race juive ».

(...) Ce que nous reprochons aux sionistes c'est de vouloir drainer les Juifs en Palestine malgré l'opposition de la population arabe qui y réside et avec l'appui des forces impérialistes qui l'oppriment.

(...) Loin de résoudre le problème juif, le sionisme ne fait que le compliquer et le rendre plus aigu. Il n'est pas un pays au monde où les Juifs vivent autant qu'en Palestine au milieu de l'hostilité de la majorité de la population et sous un régime colonial aussi oppressif. Le sionisme est en train de contribuer à faire du monde arabe, réputé pour son amitié traditionnelle envers les Juifs, un terrain propice à l'antisémitisme.

(...) Le sionisme, né dans les ghettos en tant qu'aspiration sentimentale, n'est aujourd'hui qu'un instrument aux mains des forces impérialistes mondiales qui veulent se servir des Juifs pour mieux dominer le Proche-Orient.

(...) La communauté juive d'Egypte dont les origines se perdent dans l'histoire a vécu depuis des siècles fraternellement avec l'ensemble de la population. Philon d'Alexandrie, Saadia Ben Yossef El Fayoumi, Moshé Ben Maimoun – pour ne citer qu'eux – sont autant de témoignages du libre épanouissement de la pensée juive en Egypte. Or, depuis quelques années, les Juifs d'Egypte sont soumis à une intense propagande sioniste qui leur inculque une idéologie chauvine-raciste et cherche à dévier toute leur attention et leur activité vers la constitution d'un soi-disant Etat juif en Palestine. La crise économique qui se développe touche de plus en plus les Juifs, ceux-ci appartenant dans leur majorité aux classes moyennes.

(...) Nous dénonçons énergiquement la propagande sioniste en Egypte qui tend à séparer la communauté juive du peuple égyptien pour l'isoler dangereusement. (...) Seules l'indépendance et la démocratisation de l'Egypte peuvent assurer aux Juifs de ce pays, à titre définitif, un statut d'égalité réelle et fraternelle avec l'ensemble de la population.

1970 Lettre à Emmanuel Lévyne

Abraham Serfaty (Maroc, 1926-2010). Ingénieur et militant communiste. Issu d'une famille juive de Tanger, Abraham Serfaty s'est engagé pour l'indépendance du Maroc. En 1970, il a rompu avec le Parti communiste pour fonder l'organisation Ila Al Amame (En avant). Arrêté et torturé par le régime de Hassan 2 en 1974, il restera emprisonné jusqu'en 1991, date à laquelle il sera déchu de sa nationalité et banni. Autorisé à rentrer au Maroc à la mort de Hassan 2, en 1999, il y recouvre sa nationalité et reste jusqu'à sa mort une figure emblématique de la gauche marocaine antisioniste.

(...) La fausse solution de la « question juive » est dans ce que Marx dénonçait sous le terme d' « Etat politique » dans l'étude qu'il y a consacrée. Cet Etat est celui de la démocratie bourgeoise, où l'homme est désintégré. Les valeurs essentielles du judaïsme, comme de l'islam, expriment l'aspiration de ces sociétés communautaires rurales à l'épanouissement de l'homme total.

(...) La société européenne, qui a subi le plus profondément, dans ce qu'on appelle la « culture occidentale », l'emprise du capitalisme, a désincarné cette essence. C'est ce que Marx a justement dénoncé sous le terme de « juif réel » dans la société capitaliste européenne par opposition au « juif du sabbat », dans la deuxième partie de sa Question juive, que certains auteurs de mauvaise foi présentent comme un pamphlet antisémite. S'il faut critiquer ces déformations de la religion par les exploiters de l'humanité, une fausse conception du socialisme est de croire qu'il faut lutter contre ce que Marx appelait « l'esprit des temps sans esprit » (la religion) pour assurer cet épanouissement humain, alors que celui-ci précise, dans cette même étude : " L'esprit religieux ne saurait être réellement séculaire. En effet qu'est-il sinon la forme nullement séculaire d'un développement de l'esprit humain ? L'esprit religieux ne peut être réalisé que si le degré de développement de l'esprit humain, dont il est l'expression, se manifeste et se constitue dans sa forme séculaire".

(...) Salomon D. Goitein a écrit ceci du passé commun judéo-musulman dans le monde arabe : "L'islam est fait de la chair et des os du judaïsme. Il est pour ainsi dire une refonte et un élargissement de celui-ci, exactement comme la langue arabe est très étroitement apparentée à la langue hébraïque. Le judaïsme a pu par conséquent puiser dans cette civilisation ambiante, et en même temps préserver son indépendance et son intégrité beaucoup plus facilement que dans la société hellénistique d'Alexandrie ou dans le monde moderne. Jamais le judaïsme ne s'est trouvé dans des relations si étroites et dans un état de symbiose si profond que dans la société médiévale de l'Islam arabe."

(...) Ce passé était encore vivant dans la vie quotidienne des communautés juives dans le monde arabe jusqu'à l'éclatement de ces communautés, sous l'emprise sioniste. Quel meilleur symbole que celui de la fête de Mimouna, qui est traditionnellement, au Maroc, une fête d'amitié et de fraternité judéo-musulmane. Les premiers pains qui marquent la fin de Pessah étaient et sont encore offerts par les musulmans à leurs frères juifs, ce geste populaire marquant, mieux que toute étude, la réexpression concrète du contenu de fraternité humaine biblique du pays de Canaan et le rejet des origines tribalistes et racistes.

1972 Peuple juif ou problème juif ?

Maxime Rodinson (France, 1915-2014). Linguiste, historien et sociologue. Ses parents avaient fui les pogromes de Russie pour s'installer à Paris ; communistes antisionistes, déportés, ils meurent à Auschwitz en 1943. Spécialiste du monde arabe et musulman, Maxime Rodinson a été professeur à l'Ecole pratique des hautes études.

(...) A l'époque du mandat britannique (de la fin de la Première Guerre mondiale à 1948), la question devint primordiale. La direction du mouvement sioniste mit tactiquement en veilleuse le projet d'Etat exclusivement juif, sans cesser de le maintenir comme idéal et objectif final. Des tendances se firent jour, chez les sionistes de gauche et idéalistes du type de Judah Leon Magnes et Martin Buber, à se replier sur l'idéal d'un Etat binational judéo-arabe en Palestine. Certains négocièrent avec des notables arabes. Cependant, la plupart des Juifs

renonçaient difficilement à la liberté de l'émigration juive en Palestine (et furent de moins en moins enclins à y renoncer devant la montée de l'antisémitisme nazi), liberté difficilement acceptable par les Arabes dans la mesure où, non limitée, elle risquait de transformer la minorité juive en majorité et de conduire ainsi à une aliénation du territoire.

(...) Après la constitution de l'Etat d'Israël en 1948, l'idée d'Etat binational (dans le sens d'un Etat où des dispositions organiques ne garantiraient pas la prédominance juive) fut pratiquement abandonnée du côté juif. Du côté arabe, à partir de 1967 environ, les Palestiniens lancèrent l'idée d'un Etat démocratique et laïque dont Juifs et Arabes seraient citoyens à égalité de droits. (...) D'autre part, les organisations palestiniennes et arabes se refusent à admettre (du moins publiquement) l'existence d'une nouvelle nation israélienne.

(...) La jeunesse israélienne montre peu d'intérêt pour l'idéologie sioniste classique. Des nationalistes israéliens peuvent vouloir se dégager de celle-ci et rompre les liens privilégiés avec les Juifs qui ont choisi de rester dans la diaspora, que cette attitude soit ou non accompagnée de la reconnaissance d'un nationalisme palestinien légitime, comme chez le député non conformiste Uri Avnery, qui plaide pour une fédération binationale.

(...) L'opinion antisioniste se refuse en général, notamment chez les Arabes, à distinguer entre patriotisme ou nationalisme israélien, attitude pro-israélienne, reconnaissance de l'existence légitime d'un Etat d'Israël, constatation de la formation d'une nouvelle nation israélienne, attitude palestinocentrique traditionnelle des Juifs religieux. Tout cela est confondu dans le concept de « sionisme ». Dans une veine polémique, on va jusqu'à qualifier de sionisme toute défense des droits individuels des Juifs, toute sympathie pour les Juifs ou toute critique d'une position arabe. L'opinion pro-israélienne et vraiment sioniste, d'autre part, tend à confondre ces attitudes pour étendre aux plus contestées d'entre elles le bon renom qui s'attache aux autres.

(...) Les succès économiques et militaires israéliens tendent à faire disparaître l'image du Juif comme être malingre, incapable d'effort physique et vigueur constructive, rejeté par là vers un intellectualisme désincarné ou des activités surnoises, interlopes, malfaisantes. L'amélioration de leur image tend à liquider certaines angoisses, certains complexes des Juifs. Sur un plan plus concret, l'Etat d'Israël offre un refuge sûr (sauf en cas d'une concrétisation plus poussée de l'inimitié arabe) pour les Juifs persécutés ou brimés.

1992 1948-1949 : Israël n'était pas mon problème

Maurice Rajsfus (France, 1928-2020). Ecrivain journaliste et militant. Né Plocki (Rajsfus étant le nom de sa mère) de parents juifs polonais arrivés en France dans les années 1920, il a 14 ans au moment de la rafle du Vel' d'Hiv. C'est un voisin, policier français, qui emmène ses parents, qui ne reviendront pas d'Auschwitz. Maurice survit avec sa sœur dans le Paris occupé ; Engagé au Parti communiste à 16 ans, à la Libération, il en est exclu deux ans plus tard. Maurice Rajsfus rejoint alors la 4^e Internationale, puis la Revue *Socialisme ou barbarie* et plus tard le PSU, militant activement contre les guerres coloniales, notamment celle d'Algérie.

(...) On se battait en Indochine et en Indonésie, une répression abominable venait de s'abattre sur Madagascar, et des Juifs rescapés du grand massacre se proposaient déjà pour jouer les gendarmes de l'Occident au Proche-Orient. Comment aurais-je pu l'accepter ? Les Nations unies s'étaient offert l'ignoble satisfaction de proposer un Etat aux Juifs – en fait à un

establishment sioniste guère représentatif – avec pour mission de monter la garde aux marches du monde arabe.

(...) Déjà, sans bien encore pouvoir l'exprimer, je trouvais insupportable que l'on fasse payer aux Palestiniens les crimes commis par les nazis en les dépossédant de leurs terres. (...) Comment imaginer que ces « militants de gauche », ces kibboutzim, ces intellectuels devenus paysans, allaient se transformer en guerriers racistes avant de céder devant la scène à une véritable droite israélienne issue du terrorisme, et aux intégristes religieux revenus sionistes à leur tour ?

(...) C'est pourtant avec un certain étonnement que j'assistais à l'évolution des mentalités dans cette France profonde qui avait accepté sans trop de difficulté l'exclusion des Juifs de la communauté nationale. Nos concitoyens se retrouvaient subitement parmi les meilleurs supporters du jeune Etat d'Israël et cet enthousiasme pouvait paraître suspect. Nombre de ces amis d'Israël, actifs, ardents même, n'étaient peut-être pas fâchés à l'idée que grâce au nouvel Etat les Juifs quitteraient enfin la France – et sans contrainte...

(...) Nous étions les témoins étonnés d'une évolution inattendue : les Français, dans leur grande majorité, étaient plus favorables à l'Etat d'Israël que les Juifs vivant en France. De la gauche à la droite de l'échiquier politique, Israël était fêté sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir un groupe de pression. Ce qui n'empêchait pas l'Agence juive et l'Irgoun (organisation, en hébreu) d'intervenir dans ce sens. Ce qui permettait à l'ensemble de la gauche française -socialistes et communistes – de célébrer la naissance d'Israël comme une victoire de la démocratie et non comme une colonisation pure et simple. (...) Des hommes aussi différents que Jean-Paul Sartre ou Roger Wybot, directeur de la DST, ne craignaient pas de se commettre avec les plus voyants représentants de l'Irgoun dont on savait déjà qu'ils n'étaient pas des enfants de chœur. Cela ne fâchait d'ailleurs pas les braves gens qui trouvaient tout naturel le comportement terroriste de ceux que nul n'osait encore désigner comme de véritables fascistes juifs. En septembre 1948, le médiateur de l'ONU dans la région, Folke Bernadotte, avait été abattu par un commando de Stern sans trop soulever d'indignation.

(...) Dans une même entreprise, au sein du même syndicat, les travailleurs juifs et palestiniens revendiquaient dans des sections séparées. Plus grave, et mon père me l'avait souvent expliqué, dans de nombreux secteurs les ouvriers juifs se mettaient fréquemment en grève pour que le travail soit réservé prioritairement aux Juifs. Pourtant, dans le merveilleux tableau que l'on nous traçait de l'Etat d'Israël naissant, toutes ces zones d'ombre étaient gommées, laissant place à un lumineux drapeau blanc et bleu.

Chapitre 5 Le sionisme... et après ?

1948 Deux sortes de sionisme

Martin Buber (Autriche, 1878-Israël, 1965). Philosophe. Martin Buber grandit à Lemberg, en Galicie austro-hongroise (aujourd'hui Lviv, en Ukraine) où il découvre la foi hassidique et la *haskala*. En septembre 1901, il se voit confier la rédaction en chef de l'organe du mouvement sioniste, *Die Welt*, mais prend rapidement ses distances avec les conceptions étatiques de Herzl au profit d'un sionisme culturel nourri à la fois de la tradition prophétique et d'un socialisme anarchiste utopique. Il est l'un des fondateurs de Brit Shalom (...). En 1938, il émigre en Palestine, où lui est accordée une chaire d'anthropologie et de sociologie à

l'université hébraïque de Jérusalem ; il y achève sa transposition de la Bible en allemand en 1961. Membre de l'organisation Ihud, il soutient l'idée d'une structure étatique binationale en Palestine, qui garantirait l'autonomie interne de chaque communauté.

(...) Depuis les débuts du sionisme moderne, il existe en son sein deux tendances fondamentales qui s'opposent l'une à l'autre jusqu'au plus profond de l'existence humaine. (...) On peut considérer que les deux tendances trouvent leur origine dans deux interprétations différentes du concept de « renaissance ».

(...) La première entendait par « renaissance » le nouvel établissement d'un Israël authentique dans lequel, à la différence du désert de l'exil, l'esprit et la vie ne soient pas juxtaposés, chacun obéissant à sa loi propre, mais où l'esprit construise sa vie comme sa maison, voire comme sa chair. (...) L'autre tendance n'entendait par « renaissance » que : normalisation. Un peuple « normal », c'est un pays, une langue et une indépendance ; nous devons les retrouver, ne nous préoccupons pas du reste, cela se fera tout seul.

(...) Les Juifs n'ont pas réussi alors à devenir normaux. A l'heure actuelle, il semble qu'ils y réussissent dans une mesure effrayante. Jamais au cours de notre histoire l'esprit et la vie n'ont été aussi éloignés l'un de l'autre qu'en cette époque de « renaissance ». A moins que l'on ne désigne par « esprit » l'égoïsme collectif qui ne reconnaît aucun critère plus élevé et ne se plie à aucun commandement plus élevé ? Où la vérité et la justice sont-elles encore prises comme guide de conduite, en dedans comme vers le dehors ? (Je dis aussi « en dedans », car la brutalité envers l'extérieur conduit inévitablement à la brutalité pour l'en dedans). Ce « sionisme » profane le nom de Sion.

(...) Plutôt que d'aspirer à devenir la communauté initiatrice d'une fédération du Proche-Orient, on s'est fixé comme but un Etat-cul, au risque qu'il vive en conflit constant avec son environnement géopolitique naturel et qu'il doive consacrer ses meilleures forces aux valeurs militaires plutôt qu'aux valeurs sociales et culturelles.

1975 Contre le sionisme

MATPEN (Israël, 1962-1983) ? Matzpen, (boussole, en hébreu), du nom de sa revue, ou plus précisément l'Organisation socialiste israélienne (OSI), est le premier mouvement politique organisé antisioniste en Israël. Créé en 1962 par de jeunes Israéliens exclus des Jeunesses communistes, Matzpen, malgré son nombre restreint d'adhérents, a ébranlé la société israélienne par son refus de consensus sioniste qui la fonde. Les membres de Matzpen ont été les premiers à nouer des relations avec les mouvements révolutionnaires palestiniens. En septembre 1967, en pleine euphorie de la victoire israélienne, Matzpen publiait cette mise en garde dans le journal Haaretz : « le maintien dans les territoires occupés va nous transformer en un peuple d'assassins et d'assassinés. Sortons des territoires immédiatement ». Au début des années 1970, Matzpen s'est lié aux Panthères noires, mouvement révolutionnaire des Juifs orientaux en Israël.

(...) Le sionisme signifie la création d'un Etat juif et, en même temps, l'écrasement des droits humains et nationaux du peuple arabe palestinien. La preuve en est que toutes les avancées du sionisme en Palestine ont été obtenues au prix de l'éviction des Palestiniens de leurs terres, et de leur expulsion de leur patrie.

(...) Le sionisme signifie discrimination d'un groupe national par un autre, attribution de privilèges aux Juifs d'Israël et aux Juifs du monde entier, et transformation des habitants

palestiniens se trouvant sous leur pouvoir en citoyens de seconde catégorie. C'est, par exemple, la fameuse « Loi du retour », qui attribue automatiquement à tout Juif du monde la citoyenneté israélienne, alors même que le droit au retour dans leur patrie est refusé aux masses palestiniennes.

(...) C'est l'exemple de la politique de confiscation de terres arabes et de leur transmission à des mains juives. Cette politique est sacrée pour tous les gouvernements d'Israël, et elle se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Ce n'est pas nous, ni aucun autre antisioniste, qui avons formulé l'expression langagière raciste de « judaïsation de la Galilée » ; ce sont les gouvernants et les porte-parole d'Israël : à commencer par David Ben Gourion, premier chef de gouvernement israélien, jusqu'au dernier des fonctionnaires et des journalistes.

(...) Le sionisme consiste à se placer sous la protection de l'impérialisme et à le servir, comme l'ont montré, par exemple, ses relations avec l'impérialisme britannique, français, et avec le principal d'entre eux : l'impérialisme américain.

(...) En ce sens, le sionisme sert d'instrument contre le mouvement national arabe, et joue un rôle de gendarme local contre la lutte des peuples arabes pour briser l'exploitation interne et externe. Parmi les affaires les plus connues, rappelons seulement le soutien et la protection qu'Israël a fournis à la monarchie hachémite, durant des dizaines d'années, et aussi la guerre menée au service de l'Angleterre et de la France contre l'Égypte, en 1956.

(...) Le sionisme signifie aussi l'acceptation de l'antisémitisme vu comme un phénomène mondial, naturel et éternel. Léon Pinsker, l'un des annonciateurs du sionisme quelques années avant Herzl, a écrit dans son essai, Auto-émancipation !, que la judéophobie est une maladie mentale incurable (une psychose) transmise depuis deux mille ans. Herzl, lui-même, a écrit dans son journal : « A Paris, comme je l'ai dit, je suis parvenu à une approche plus libre de l'antisémitisme, que j'ai commencé à comprendre d'un point de vue historique, et à excuser. J'ai, surtout, compris la vacuité et l'inutilité d'essayer de "lutter" contre l'antisémitisme. »

(...) Le sionisme, qui se targuait de constituer une solution aux malheurs des Juifs, s'avère lui-même, en fait, un malheur pour les Juifs. Le capitalisme n'a pas seulement asséné aux Juifs des coups mortels, il a aussi fourni à leur détresse une solution non moins tragique que leur souffrance.

(...) Une partie des Juifs qui ont été attirés par le sionisme ont troqué le ghetto et la zone de résidence définitivement dissous, pour un nouveau ghetto et une sorte de zone de résidence moderne.

(...) Aussi ne suffit-il pas de dire que le sionisme a créé le problème palestinien ; il a également créé un problème juif, véritable danger concret pour les Juifs d'Israël, et pour ceux qui lient leur sort au sionisme.

(...) Les sionistes se sont vantés de représenter tous les Juifs du monde, en leur disant : « Le monde entier est contre nous », tandis que nous disons que les Juifs, comme tous les peuples, sont partie inséparable de toute l'humanité.

(...) Les sionistes sacralisent et considèrent comme éternelle la haine entre les Juifs et les autres peuples, tandis que nous œuvrons pour détruire l'hostilité entre tous les peuples en général, et envers les Juifs, en particulier.

Novembre 1975

2004 Vers la cohabitation : judéité et critique du sionisme

Judith Butler (Etats-Unis, 1956). Philosophe. Elle a reçu une éducation religieuse mais se définit comme « juive antisioniste ». Professeure à l'université de Berkeley, elle est spécialisée dans les études de genre et cheffe de file de la philosophie queer. L'idée que critiquer Israël soit considéré comme un acte antisémite l'a poussée à s'exprimer en tant que juive, à soutenir le mouvement BDS et à écrire Vers la cohabitation : judéité et critique du sionisme.

(...) Lorsqu'un Israélien ou une Israélienne observe publiquement qu'il ou elle aimerait vivre dans un Etat laïque, un Etat qui n'opère pas de discrimination au regard de la religion, de l'origine ethnique ou de la race, il est courant que cette position (et la personne qui l'exprime) soit aussitôt disqualifiée, associée à la « destruction » de l'Etat juif, à une manière de perpétrer une trahison à son égard.

(...) Celui qui en appelle à la dissolution d'un régime injuste, et non pas bien sûr à la destruction d'une population, est suspecté d'être incapable de voir que seul un régime injuste peut protéger la population juive.

2004 L'appel d'Olga

Comme l'indiquent les six promoteurs de cette initiative (Anat, Niletzki, Andre Draznin, Haim Hanegbi, Yehudith Harel, Oren Medicks, Michel Warschawski), tous vétérans de la solidarité avec le peuple palestinien et idéologiquement antisionistes, l'objectif de cet appel est précisément de lancer un débat dans la société israélienne et ses forces de gauche.

(...) L'Etat d'Israël devait apporter une sécurité aux Juifs ; il a créé un piège dont les habitants vivent sous la menace d'un danger constant, état de fait qui n'est vécu par aucune autre communauté juive.

(...) Israël, en 2004, est un Etat dans l'impasse. Cinquante-six ans après sa création - en dépit de ses nombreuses réalisations dans les domaines de l'agriculture, de la science et de la technologie, et malgré une puissance militaire importante équipée d'armes dignes du Jugement dernier -, nombre de ses citoyens ont la mort dans l'âme, préoccupés par leurs inquiétudes existentielles et la crainte face à leur avenir.

(...) Ajoutant l'insulte à l'injure, Israël persiste dans son refus d'assumer la moindre part de responsabilité dans ses méfaits, de l'expulsion de la majorité des Palestiniens, il y a plus d'un demi-siècle, à la présente transformation en ghetto des villes et villages de la Cisjordanie. Ainsi, où qu'ils soient, une frontière est dessinée entre les Juifs et les Arabes, afin de distinguer et séparer les élus et les damnés.

(...) Il est inutile, à ce moment-ci, d'essayer de prédire la future concrétisation physique de cette vision d'une vie commune : deux Etats ou un ?! Peut-être une confédération ?! Ou bien une fédération ?! Et que dire des cantons ?! Dans tous les cas, la condition incontournable pour promouvoir la vision d'une vie commune s'impose d'elle-même, tant comme impératif moral que comme question pratique dans l'instant présent : la fin immédiate de l'occupation.

2012 Un Etat commun entre le Jourdain et la mer

Eric Hazan et Eyal Sivan. Eric Hazan (France, 1936). Editeur et écrivain. D'une mère d'origine roumaine née en Palestine et d'un père originaire d'Egypte, Eric Hazan s'engage très tôt politiquement, et d'abord aux côtés du FLN durant la guerre d'Algérie.

Eyal Sivan (Israël, 1964). Cinéaste et universitaire. Installé à Paris en 1985.

(...) La thèse que nous défendons dans ce livre est que la partition de la Palestine historique en deux Etats n'est pas une solution, mais un discours. C'est un discours de guerre, drapé dans une rhétorique de paix, qui permet de justifier les faits accomplis comme ceux à venir.

(...) Nous proposons d'abandonner ce discours, de remplacer l'idée de la partition par celle du partage, entre les Juifs israéliens et les Arabes palestiniens, d'un Etat commun déployé sur tout l'espace compris entre la mer et le Jourdain, qu'on l'appelle Palestine, Eretz Israël ou Terra sainte. Nous soutenons que le partage, loin de représenter une utopie, est la seule solution réaliste et réalisable, car elle correspond à la réalité, à la situation actuelle dans le pays.

(...) La population totale est de 11 millions d'habitants, dont 5,8 millions de Juifs et 5,2 millions de non-Juifs, essentiellement des Arabes palestiniens. En dehors de zones limitées où la population est homogène – Tel Aviv et sa région, ou la bande de Gaza – Juifs israéliens et Arabes palestiniens sont inextricablement mêlés, même si d'une région à une autre la majorité peut varier. La partition, quelle que soit la façon dont on la dessine sur une carte, ne peut pas créer des Etats ethniquement ou religieusement homogènes. Pour cela, il faudrait avoir recours à des transferts de populations – ce que proposent d'ailleurs aussi bien Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères de l'Etat d'Israël, pour les populations arabes, que le « camp de la paix » israélien pour les populations juives des colonies (9% de la population juive du pays).

2019 Gauche du sionisme

Gideon Levy (Israël, 1953). Journaliste et écrivain. Il a servi à Galei Tsahal (chaîne de radio de l'armée israélienne) comme reporter, présentateur et rédacteur en chef de 1974 à 1978.

Entre 1978 et 1982, il a été le porte-parole et l'assistant du président du Parti travailliste, Shimon Peres. Il a rejoint le quotidien Haaretz, situé à la gauche de l'échiquier politique, en 1982.

(...) Voici un oxymore : sionisme et gauche. Deux notions contradictoires, qu'il est impossible d'accoler. Il est temps de le reconnaître. C'est la principale explication du déclin de la gauche en Israël, jusqu'à son point le plus bas. La gauche a décliné parce qu'elle a perdu son chemin. Cette perte était compréhensible et inéluctable : si vous restez sioniste, vous ne pouvez plus être de gauche ; et si vous êtes de gauche, vous ne pouvez plus être sioniste.

(...) Pendant des dizaines d'années, beaucoup d'Israéliens, c'était même la majorité, ont cru que ces deux convictions n'étaient pas contradictoires : on pouvait croire à un droit des Juifs à un Etat (Eretz Israel) et en même temps être de gauche des Lumières, lutter pour la paix et l'égalité. Laissons à l'histoire la question de savoir jusqu'à quel point on pouvait vraiment croire en ces deux notions sans être hypocrite. L'interrogation est maintenant superflue : c'est impossible.

(...) Il n'y a que deux alternatives aux deux Etats : un Etat d'apartheid ou un Etat démocratique ; dans les deux cas : un Etat binational. Le sionisme ne se rattache à aucun des deux. Le sionisme n'a jamais déclaré qu'il vise à fonder un Etat d'apartheid sur la « terre d'Israël », ni un Etat judéo-arabe égalitaire, un Etat de tous ses citoyens, comme tous les Etats. Cependant au cours des cinquante-deux dernières années, le sionisme a opté pour la première possibilité. (...) Le sionisme, qui a fait de l'occupation une situation permanente, est un mouvement ultranationaliste et raciste. Seule une extrême droite peut le soutenir.

(...) Nous avons atteint le Rubicon et nous l'avons franchi. Et comme pour tous les Rubicon : il n'y a pas de retour en arrière. Le sionisme, cet échafaudage sur lequel s'est construit l'Etat, doit être démantelé. Non seulement, il n'est plus nécessaire – la maison est debout et solide –, mais il n'est plus pertinent. Cet échafaudage ne sert plus à présent que de maquillage pour de futures tromperies. « Nous sommes sionistes » signifie que nous sommes les gentils et donc que nous pouvons tout nous permettre. Il faut une bonne dose de courage et d'intégrité pour reconnaître que le sionisme a achevé sa route : il ne s'agit plus d'une idéologie, mais d'une religion fanatique, et la religion proscriit l'hérésie. Le non-sioniste est un traître. Ce sera bientôt inscrit dans la loi.